

DEBAT D'ORIENTATION GENERALE  
=====

Président de séance : HOCQUARD

LE PRESIDENT. - Nous abordons maintenant le débat d'orientation générale. Quelles sont les A.G.E. qui désirent intervenir ?

FROMENT. - En premier lieu, il se pose un problème technique. Il va vous être donné lecture d'une motion qui a été publiée dans le journal de l' A.G.E.D.E.S.E.P. et que je dépose sur le bureau du Congrès.

Ce texte étant imprimé, il va être distribué à tous les membres de cette assemblée. Je précise qu'il est présenté à la fois par l' A.G.E.D.E.S.E.P., par NANCY et par ROUEN, à partir d'une élaboration faite en commun sur les positions que nous avons défendues tout au long de ce congrès.

LE PRESIDENT. - Bien que le texte imprimé soit distribué dans la salle, il convient de donner lecture de cette motion :

Les A.G. qui proposent aujourd'hui à l'U.N.E.F. une orientation anti-corporatiste sont parties du point de vue "mino" traditionnel parfaitement exprimé par la formule : "il n'y a pas de problèmes étudiants, mais seulement des aspects étudiants de problèmes généraux". Nous nous situons fermement dans une perspective "mino", mais il importe de préciser que nous n'avons en aucune manière l'intention d'aller vers la création d'un syndicat minoritaire : nous pensons au contraire que notre orientation peut-être comprise de la majorité des étudiants et devenir celle de l'U.N.E.F. Nous pensons également que c'est seulement par une telle orientation que l'U.N.E.F. peut demeurer un syndicat majoritaire et que l'orientation corporatiste que fut "l'orientation universitaire" explique dans une large mesure la prétendue "dépolitisation" et la baisse des effectifs. Quoique les étudiants soient en majorité originaires de milieux sociaux privilégiés, ils sont, par leurs conditions de vie et leur âge, aptes à être sensibles aux grands courants sociaux et idéologiques qui traversent la société, et en particulier, capables de prendre position, contre la couche sociale, dont ils sont souvent originaires, aux côtés des jeunes travailleurs et, de façon plus générale, aux cotés des travailleurs.

.../...

Or, aujourd'hui, ils commencent à comprendre la signification - à la fois pour eux, pour les enseignants, pour les couches des jeunes travailleurs et des parents d'élèves, pour leurs camarades plus jeunes - que revêt le Plan Fouchet de réforme de l'enseignement. L'important est qu'ils comprennent également que ce Plan ne résulte ni d'une mauvaise volonté particulière du pouvoir à l'égard des étudiants, ni de sa ladrerie, ni seulement de son hostilité aux traditions démocratiques et aux libertés de l'Université, mais qu'il est l'aspect universitaire d'une politique générale dont ils doivent comprendre la signification. Aucune possibilité de lutte ne saurait être ouverte, aucune lutte sérieuse ne saurait être menée sans la compréhension de ce caractère global de la politique du gouvernement : le Plan Fouchet n'est qu'un des aspects de sa politique générale.

#### LA POLITIQUE UNIVERSITAIRE DU POUVOIR

#### DANS LE CADRE DE SA POLITIQUE GENERALE

Les étudiants sont aujourd'hui touchés par l'ensemble des mesures qui viennent d'être annoncées concernant la réforme de l'Enseignement supérieur. Elles ne constituent en réalité qu'un train supplémentaire par rapport aux mesures déjà prises et qui réformaient l'enseignement au niveau du secondaire, premier et second cycle. Nous commencerons néanmoins par elles.

#### I - UNE POLITIQUE UNIVERSITAIRE COHERENTE

##### A - La réforme du Supérieur :

La réforme du Supérieur récemment annoncée a paru constituer un recul de pouvoir par rapport aux projets mis en circulation précédemment : de différents côtés on se plaît à souligner que le gouvernement a renoncé à l'orientation obligatoire à la sortie du Bac entre les I.U.T. et les Facultés, à l'orientation obligatoire à la fin du 1er cycle du supérieur, à l'imperméabilité des voies offertes par le second cycle entre la licence et la maîtrise.

En réalité, le cadre général demeure :

- Les I.U.T. en deux années vont demeurer sous le contrôle effectif du patronat pour une formation rapide de cadres moyens n'ayant pas la formation générale que le patronat juge aujourd'hui superflue.

- L'orientation qui ne sera pas 'obligatoire' entre le premier et le second cycle du supérieur pourra avoir néanmoins ce caractère pour les étudiants entrés dans les I.P.E.S. et l'aura pour les boursiers, c'est-à-dire qu'il n'y a "liberté" de passer outre aux conseils d'orientation que pour les étudiants dont les ressources leur permettent de faire leurs études sans l'aide de l'Etat.

- L'augmentation du nombre d'heures de cours et de T.P. rend plus difficile la poursuite des études pour l'étudiant salarié. La promesse du ministre de permettre aux étudiants qui travaillent de passer en deux ans chaque année du premier cycle montre clairement que le gouvernement est parfaitement résolu à maintenir son refus catégorique de l'allocation d'études comme de toute mesure de démocratisation de l'enseignement, dont tous les étudiants savent qu'elles seraient les seules solutions pour ouvrir, à tous ceux qui en sont capables, l'accès des études supérieures.

- Enfin, le choix opéré à la fin du 1er cycle du supérieur a pour but de diriger vers l'enseignement secondaire après 3 années d'études les moins préparés des étudiants et de perpétuer la coexistence au niveau de second degré de professeurs ayant des qualifications différentes, depuis les licenciés jusqu'aux agrégés en passant par les maîtres, sans compter les nombreux "maîtres auxiliaires" qui pourront être recrutés à ces différents niveaux du fait qu'aucune garantie n'est donnée que le concours de recrutement des professeurs certifiés sera un concours de classement entre les licenciés, et non, comme il l'est depuis des années un concours de niveau, véritable sous-agrégation, et que tous les futurs professeurs du second degré recevront une formation pédagogique appropriée dans les centres pédagogiques régionaux.

Les mesures récemment décidées accroissent donc la ségrégation sociale au niveau de l'enseignement supérieur qu'elles réservent à une minorité d'étudiants pouvant être entretenus par leurs familles. Elles consacrent la déqualification des enseignants du second degré.

En réalité, elles couronnent un édifice bâti, les années précédentes, avec la réforme du second degré : il est clair, par exemple que la revendication d'un cycle universitaire d'orientation à l'entrée du supérieur n'a aucun sens alors qu'il s'adresse à des étudiants et étudiantes qui ont déjà été préorientés et sont déjà spécialisés au niveau du second cycle du second degré, à partir de la classe de seconde.

#### B - La Réforme du Second Degré :

La clé de l'orientation "universitaire" de la politique gouvernementale a déjà été donnée par l'aménagement des différents cycles du second degré avec ses paliers d'orientation obligatoire : l'introduction des C.E.S. avec les "voies parallèles" entre enseignement court et enseignement long ne modifie en effet en rien le fait essentiel que l'orientation décisive se fait à II ans, à la sortie de l'école élémentaire, à un âge où les capacités intellectuelles sont - tous les pédagogues et psychologues l'admettent - masquées par l'influence du niveau culturel, c'est-à-dire du niveau social de la famille.

A égalité de capacités intellectuelles, le fils de bourgeois obtient à II ans des résultats scolaires supérieurs à celui du fils d'ouvrier, et le plan Langevin-Wallon, qu'on invoque que pour mieux l'enterrer, avait déjà fait d'un "tronc commun" de plusieurs années la condition d'une réelle "démocratisation", de l'égalité de tous les enfants devant les chances d'accéder à la culture.

L'établissement de proportions rigides entre les différents "couloirs" d'enseignement rend illusoire les possibilités de rattrapage et les "passerelles". Les enfants orientés à II ans vers l'enseignement court n'auront de chance d'accéder cependant trois ans après à l'enseignement long que si plus de 7 % des enfants orientés à II ans vers cet enseignement en sont refoulés obligatoirement à la fin du premier cycle, que les maîtres le veuillent ou non 73 % des enfants seront dirigés vers la production à un âge variant entre 15 et 17 ans, et c'est à la fin de la classe de troisième qu'aura été déjà déterminé l'avenir de ceux qui pourront accéder un jour à l'enseignement supérieur, I.U.T. et Facultés.

La déqualification des maîtres de l'enseignement public consacrée par la réforme de l'enseignement supérieur entraîne par ailleurs des conséquences plus lointaines, mais non moins importantes. Les grandes écoles sont maintenues parce qu'elles correspondent aux besoins limités du patronat en cadres de haut niveau de culture générale : il est clair que les classes préparatoires aux grandes écoles ne seront pas accessibles à ceux des bacheliers qui n'auront eu au cours de leurs études secondaires que des professeurs sous-qualifiés choisis parmi les étudiants les moins formés techniquement et pédagogiquement.

L'enseignement public, frappé par la déqualification, est ainsi livré à la concurrence de l'enseignement privé payant - réservé donc aux enfants de privilégiés - qui aura la possibilité d'offrir des maîtres qualifiés aux familles qui pourront y mettre le prix : ce n'est pas par hasard que l'une des premières mesures de la Vème République fut la loi Debré d'aide à l'enseignement privé, accordant aux écoles confessionnelles et d'esprit commercial les crédits qui manquaient aux écoles publiques. A travers l'attaque contre le principe de la laïcité se dessinait déjà l'offensive aujourd'hui précisée pour faire de l'enseignement un privilège des privilégiés et de démanteler l'Education Nationale en tant que secteur public pour livrer l'appareil de formation aux besoins du patronat.

Il faut enfin souligner fortement que dans le même ordre de préoccupations, ce que le projet appelle la "déspecialisation de l'enseignement technique" n'est pas seulement inspiré crûment par des préoccupations budgétaires (coût des machines) ou technologiques (l'évolution des techniques) :

L'enseignement technique donnera désormais le rudiment d'instruction générale nécessaire à l'adaptation ultérieure à un métier (et pour cela des maîtres sous-qualifiés suffisent), mais la préparation au métier précis - ou aux métiers successifs - sera assurée par le patronat que le projet appelle pudiquement "la profession".

Ainsi, non seulement, sous le couvert de grandes phrases sur la "démocratisation " et la "modernisation", le plan Fouchet met un terme à cette grande aspiration à l'instruction et à la culture qui a porté, depuis la libération, les enfants des travailleurs vers les écoles et vu grimper le taux de la scolarisation malgré le pitoyable de l'enseignement public français, mais encore il livre au patronat la formation, essentielle, des travailleurs en vue d'un métier précis et éventuellement l'appréciation de la qualification elle-même (qui attribuera le C.A.P. ou le B.P. dans le cadre de la formation au métier par la "profession" ?), mais encore, par la déqualification des maîtres, par l'introduction et l'exploitation systématique des différences de statut et de qualification, la multiplication des catégories précaires (contractualisation des assistants du supérieur) il abaisse brutalement le niveau déjà médiocre de l'enseignement public afin de favoriser l'enseignement privé payant et la main-mise du patronat.

Instrument de la ségrégation sociale, il apparaît aussi comme un plan de réaction qui pour mieux abuser les travailleurs, les enseignants, les étudiants, lui est livré tranche par tranche, sous le drapeau d'une démocratisation et d'une égalité des chances qu'il vise précisément à empêcher.

Si nous n'avons pas la force de lui barrer la route, le Plan Fouchet signifiera demain la sélection scolaire forcée en fonction des origines sociales, la sous-qualification pour la majorité des enfants de travailleurs, l'accès des fonctions responsables comme de la haute culture réservés aux enfants de privilégiés et aux sujets dociles, la mise au pas du corps enseignant et son opposition aux aspirations de la masse des parents d'élèves. Il est un coup frappé contre la jeunesse, un barrage et une réaction, au sens propre du terme. Comme tel, il n'est pas seulement l'affaire des étudiants car ceux de demain, privilégiés par le mécanisme de sélection institué depuis la fin de l'école élémentaire, risquent d'être satisfaits dans leurs revendications matérielles et universitaires immédiates - il est l'affaire de tous les travailleurs, car il est une menace pour leur avenir et celui de leurs enfants.

Le plan Fouchet, comme nous l'avons indiqué, s'inscrit en effet dans le cadre des mesures d'organisation et d'"adaptation" de l'économie française, capitaliste, mises en place par le Vème Plan.

## II - POLITIQUE GENERALE DU GOUVERNEMENT.

Le Vème Plan entretient savamment la confusion avec la notion socialiste de "planification". Ainsi que l'indiquent ses auteurs, il est avant tout "une grande étude de marché à l'échelle nationale (p. 41) en d'autres termes un effort de coordination et de synthèse des plans du capital français, "la définition d'une politique économique à moyen terme" (p. 49).

### A - Le contexte économique.

Le Vème plan part en effet de la constatation de la caractéristique essentielle de l'économie française : "celle d'être en concurrence de plus en plus vive avec l'industrie étrangère sur le marché français aussi bien que sur les marchés d'exportations". (II, 9, p. 143). L'intensification de la concurrence menaçant aussi bien le marché intérieur que le marché extérieur, les auteurs du plan signalent le retard technique de l'économie française "lourdement déficitaire dans ses échanges de brevets et de licences avec l'étranger pour le développement des produits et procédés nouveaux" (I, II, 8). Ils y ajoutent le retard de l'agriculture et "le maintien dans l'agriculture d'une population encore trop nombreuse", "l'insuffisance de la formation et de la mobilité professionnelles", et ce que le rapport appelle pudiquement : "les habitudes données par l'inflation aux groupes sociaux dans une activité de plein emploi qui se manifeste par une tendance très forte et très générale à maintenir les taux actuels de revenus nominaux et de la consommation par "tête" (p. 71,72).

### B - Les options.

Face à ces maux et à ces déficiences, le Vème Plan propose deux types de remèdes :

- accélérer la concentration industrielle et financière pour parvenir à la constitution de groupes financiers français de taille internationale.

- maintenir une forte pression sur les salaires réels et autres éléments du niveau de vie ouvrier, tout en ayant recours à des mesures susceptibles d'obtenir de la classe ouvrière la discipline jugée indispensable.

Or, ces deux objectifs ont, pour la classe ouvrière, une signification très précise. En ce qui concerne les concentrations, le rapport du Plan précise que pour qu'elles puissent porter leurs fruits, "il est important non seulement qu'elles rassemblent des ressources financières importantes, mais aussi que les industriels aient la plus grande latitude possible pour procéder aux fermetures, regroupements créations d'usines nécessités par la recherche d'une exploitation optimale" (p. 146). Tout doit donc être mis en oeuvre pour que "l'organisation du déclin de l'industrie vieillie"

exigée par le processus de destruction créatrice" soit menée à bien sans heurts et que le capital trouve dans ces transformations une main-d'oeuvre qui ait reçu des qualités nécessaires de mobilité, de flexibilité technique et de discipline. L'augmentation de la mobilité de la main-d'oeuvre est ainsi désignée comme l'un des objectifs essentiels. Il sera atteint notamment par la création, à l'occasion de la destruction des industries vieillies par la constitution de poches régionales de chômage. A ce sujet le plan précise que "la levée des contraintes socio-économiques qui pèsent nécessairement sur la mobilité de ces facteurs" - entendons par là la résistance ouvrière - exigerait, pour être pleinement efficace "une pression sur les libertés fondamentales", mais suggère de s'en tenir plutôt à l'intensification des "actions appropriées" (P. 64). En clair, une attaque complète, mais habilement menée contre la classe ouvrière.

C'est dans cet ensemble que se situe le Plan Fouchet et ses objectifs en matière de qualification de la main-d'oeuvre. L'enseignement doit permettre d'abord la mobilité de la main d'oeuvre et ensuite une correspondance entre sa qualification et les besoins de l'économie. Le Vème Plan prévoit, en effet, les qualifications suivantes :

- manuels, sans qualification, entrant directement dans la vie active à quinze ans, alimentant la poche de chômage ;

- qualifiés, employés, les O.S. et les O.P. sortant de l'enseignement court, formés pour être "mobiles" ;

- cadres moyens, bacheliers qui formeront le petit personnel d'encadrement et la plupart des techniciens de maîtrise ;

- cadres sortant des I.U.T. et qui, grâce à un système de stage, recevront leur formation professionnelle par l'intermédiaire du patronat.

Il est évident que cette répartition sera préparée par les différentes étapes du Plan Fouchet : enseignement "concret" à la sortie de l'école élémentaire, enseignement secondaire court, à la fin du premier cycle du second degré, bacheliers admis dans les I,U.T., étudiants sortis des facultés et des grandes écoles. "Ces transformations, précise le rapport sur le Vème Plan, correspondent à une adaptation constante de la mission de l'Education Nationale qui doit assurer à tous les niveaux la formation adéquate des cadres supérieurs et moyens dont le pays a besoin et prévoit, par le jeu de structures appropriées leur insertion dans l'économie".

Notons, à ce propos, contrairement à une affirmation très souvent répandue dans nos milieux qu'il est faux de prétendre que la réforme Fouchet ait besoin de crédits supplémentaires en matière de constructions scolaires. Le rapport Dreyfus aux assises de l'U.N.R.U.D.T. démontrait, chiffres à l'appui (p. 24) que ce changement de "structure" n'impliquait aucune dépense supplémentaire en matière de construction : la réforme permet en effet de donner le coup de frein décisif à la vague de "scolarisation" répondant aux aspirations des travailleurs, à la "démocratisation" de l'enseignement, en même temps qu'elle n'accueille plus dans l'enseignement que la fraction de main-d'oeuvre nouvelle nécessaire à l'appareil de production, rejetant les autres, en vue du rétablissement de l'armée industrielle de réserve, pour la "détente du marché de l'emploi" selon la pudique expression, expression consacrée par les spécialistes.

#### C - L'Etat et les Syndicats :

Avant l'élaboration de la politique d'ensemble dont le Vème Plan et le Plan Fouchet sont les pièces maîtresses, le gouvernement avait mis en place un certain nombre de mesures de précautions, dictées par la nécessité d'empêcher un sursaut défensif des travailleurs, il s'agissait de limiter leurs possibilités d'action, de les lier par une collaboration institutionnalisée, de mettre fin à l'influence que pouvaient exercer sur certains secteurs de l'appareil d'Etat les appareils syndicaux eux-mêmes. Tel fut le sens de la loi anti-grève (juillet 1963), de la réforme (mars 1964), de la nouvelle loi sur les comités d'entreprise (juin 1965).

La mise en place de la loi anti-grève avait été retardée par la grève des mineurs ; le gouvernement profita de l'impopularité des "grèves tournantes - surprises" de la R.A.T.P. et l'absence de réactions sérieuses des centrales pour l'imposer dans une conjoncture qu'il estimait plus favorable : elle porte atteinte au droit de grève des travailleurs du secteur public en obligeant au dépôt d'un préavis, en ouvrant la possibilité de la réquisition et en même temps interdisant les "grèves sauvages" fait de l'appareil syndical - l'organisation nationale" représentative - ainsi assagie le seul moteur possible d'une grève légale.

La réforme administrative, mise en chantier par Michel Debré à l'époque de la résistance, a abouti, sous le couvert d'une réorganisation à la centralisation des pouvoirs entre les mains du Préfet, à l'établissement de son contrôle sur toutes les directions départementales : plaçant les travailleurs de la Fonction Publique dans la dépendance étroite du pouvoir politique, brisant par là l'influence des syndicats qui - même sous la forme limitée des "commissions paritaires" - peut être remise en question, par exemple, pour l'affectation du personnel (instituteurs compris), par simple décision préfectorale.

L'édifice est couronné par les mesures contre l'indépendance des syndicats du secteur privé que constitue la loi sur les comités d'entreprises : les syndicats reçoivent le droit de déléguer leurs représentants, à titre consultatif, dans les comités d'entreprises, ou, de même que les élus du personnel, ils ne peuvent plus que cautionner les décisions patronales (aussi bien sur les salaires que pour ce qui concerne la main-d'oeuvre) puisqu'ils se voient interdire l'accès aux informations essentielles d'une part, des informations sur lesquelles le patronat estime devoir leur demander la "discretion". Au cours du débat à l'Assemblée Nationale, un député U.N.R.-U.D.T. a déclaré sans ambages que la présence de représentants syndicaux était essentielle dans les comités d'entreprises puisque les syndicats avaient la confiance des ouvriers. Cette confiance est ainsi utilisée pour faire accepter par les travailleurs les mesures ainsi prises par le patronat seul et que l'on veut faire cautionner par les élus du personnel et les délégués syndicaux. Un député P.S.U., Tanguy Prigent, a pu, à juste titre, dénoncer dans le "Credit d'heures" attribué aux élus et délégués du syndicat, le "plat de lentilles" en échange duquel le patronat ne leur laissait d'autres alternatives que de quitter le C.E. ou de s'introduire en "briseurs de grève".

Ce nouvel arsenal juridique et ces nouvelles mesures ont permis de préparer et d'appliquer sans coup férir le Vème Plan et le plan de stabilisation dont on sait que le résultat le plus tangible a été le blocage des salaires. Mais il faut souligner qu'elles n'ont pu être prises que dans le contexte du recul du mouvement ouvrier consécutif à la grève des mineurs. Ce recul a été sensible beaucoup plus tôt dans la jeunesse. Les organisations de jeunesse s'étaient en effet révélées dangereuses au cours de la guerre d'Algérie, l'U.N.E.F. en particulier ; plus fragiles du fait du renouvellement des cadres, elles ont été les premières à faire l'objet de soins particuliers de la part du pouvoir (création du haut-commissariat), visant à intégrer celles qui pouvaient l'être (la F.U.A.J. et le Haut-Comité), et à prendre à la gorge celles qui s'y refusaient, même partiellement (U.N.E.F.).

Les efforts du gouvernement pour "associer" les syndicats aux décisions essentielles de sa politique, pour leur en faire endosser la responsabilité vis-à-vis des travailleurs, ne se limitent pas au seul plan de l'entreprise. Telle est, globalement la signification de la "politique des revenus" prétendant limiter l'augmentation de salaires en fonction de l'augmentation de la production sans que les représentants des travailleurs aient la possibilité de contrôler l'aspect essentiel dans cette économie qu'est le profit patronal, et qui serait possible seulement par l'ouverture des livres de compte.

.../...

Ainsi ligotés dans un cadre dont ils ne possèdent pas les données, les représentants syndicaux sont amenés, sans avoir d'autres possibilités qu'une platonique "contestation", à ne pas sortir d'un cadre fixé par leurs interlocuteurs et eux seuls, et à paraître, par leur seule présence, comme des "cautions" des mesures ainsi décidées ; tel est le sens des fameuses procédures Toutée-Grégoire, des limites dans lesquelles l'Etat prétend enfermer à l'avance les revendications ouvrières.

La participation des délégués syndicaux aux comités d'entreprises trouve son équivalent sur le plan national, avec la participation de représentants des centrales aux différents organismes de préparation du Plan, comme au Conseil Economique et Social ; minoritaires dans ces organismes, n'ayant aucune prise sur les décisions véritables, les représentants des travailleurs se voient concéder le droit d'exprimer une "contestation" formelle et limitée, en échange d'une présence précieuse pour expliquer aux masses des travailleurs que cette procédure est démocratique puisque les syndicats auxquels ils font confiance sont présents et consultés.

L'U.N.E.F. joue le même rôle vis-à-vis des étudiants en demeurant au Comité National des Oeuvres après que, la parité détruite, il soit devenu un instrument de la politique du pouvoir où l'on reconnaît à l'organisation syndicale étudiante le droit de "contester", mais où, du fait même de la composition de l'organisme, toute possibilité de remise en question de l'orientation générale fixée par le gouvernement est évidemment exclue.

L'un des mots d'ordre essentiel aujourd'hui, dans le refus de cette intégration des syndicats à l'Etat voulue par le gaullisme comme une application concrète de la politique "d'association capital-travail" conçue comme une machine de guerre contre la "lutte de classes", c'est-à-dire l'action ouvrière, doit être l'indépendance absolue des syndicats vis-à-vis de l'Etat, en tant qu'organisations élémentaires de défense des intérêts de ceux qu'ils représentent.

#### LA RIPOSTE NECESSAIRE

#### - SES CONDITIONS -

Il est faux de prétendre comme on le fait souvent, même dans ce qu'il est convenu d'appeler la "gauche", que la masse des travailleurs comme celle des étudiants ne se sent guère concernée, qu'elle s'est "dépolitisée" et qu'elle est aujourd'hui passive et amorphe. La vérité est que les conditions de lutte des vingt dernières années, les défaites sans combat comme les combats sans perspectives ont, sinon démoralisé, du moins profondément désespéré les plus conscients. Si un front uni des travailleurs et de leurs organisations syndicales (enseignants compris), des étudiants et des travailleurs intellectuels, est la condition de l'organisation d'une résistance véritable qui ne consiste pas seulement en phrases, en mots creux et en résolutions inapplicables (qu'on ne cherche d'ailleurs pas à mettre en pratique) il faut bien admettre que des difficultés de tous ordres s'opposent à sa constitution. Faute de cette perspective, les plus lucides attendent effectivement pour

.../...

agir que leur soit proposée une solution d'action réelle, une perspective concrète de lutte qui ne soit pas une grève-bidon ou un baroud d'honneur, mais qui leur donne la possibilité de modifier le rapport des forces, de briser l'offensive du patronat orchestrée par son Etat et son Gouvernement.

Il est en particulier évident aujourd'hui que la majorité des travailleurs, comme le plus grand nombre des étudiants, tout en ressentant concrètement les effets et d'une manière diffuse la signification globale de l'offensive qui est menée contre eux, sont désorientés et conscients de se battre sans obtenir le résultat tangible et sans réussir à enrayer cette offensive, ne participent pas forcément à toutes les actions parcellisées qui sont lancées par les syndicats qui épuisent leur combativité et ne leur ouvrent pas de perspective. En même temps pourtant, les luttes qui se sont déclenchées depuis quelques semaines dans des secteurs particuliers pour faire front à l'offensive (chantiers navals, par exemple), démontrent qu'il est possible de lutter en s'appuyant sur une combativité qui est réelle dès qu'apparaît le sens du combat et, en particulier, aujourd'hui, son caractère défensif. Sous cet angle, l'une des difficultés essentielles que rencontrera l'organisation de la résistance se situe dans l'attitude des directions des organisations syndicales, qu'elles soient d'étudiants, d'enseignants ou de travailleurs.

## I - LES DIFFICULTES AU NIVEAU DES ORGANISATIONS SYNDICALES

### A - Au niveau de l'U.N.E.F.

Depuis la fin de la guerre d'Algérie, on a vu se développer, dans toutes les A.G.E. et corpos, fleurissant à l'abri de l'orientation "universitaire" et des discussions de spécialistes, toute une bureaucratie de prétendus "spécialistes", de "techniciens du syndicalisme", en fait un appareil qui est devenu profondément étranger à la masse des étudiants. Dans l'organisation, il est au-dessus d'eux, dans la vie, il leur est extérieur.

Certain de posséder le secret des analyses correctes, il ne redoute rien tant que de voir discuter réellement son action et ses prises de position, que de voir se développer une large confrontation. A de rares exceptions près - là où fonctionnent des comités d'amphis authentiquement représentatifs, liant la masse étudiante à l'action quotidienne et à l'analyse syndicale - il en est de même dans toutes les A.G.E. comme l'a prouvé la préparation de la grève de mars en province, où certains responsables ont préféré aller gaillardement au devant de l'échec de la grève plutôt que d'en discuter démocratiquement avec les étudiants et de reconnaître en fait le droit des membres de l'U.N.E.F, de contester ou même simplement de discuter les décisions qui avaient été prises en leur nom : comment, dans ces conditions s'étonner des échecs répétés des responsables qui sont en même temps persuadés de leur propre utilité et de leur caractère irremplaçable et se sentent incapables de persuader leurs mandants de la justesse de l'orientation qu'ils ont décidé pour eux. .../...

En effet, tous les schémas abstraits d'Université Démocratique, comme alternative à la Réforme Fouchet, ne sont pas capables de sensibiliser et de mobiliser les étudiants qui sont conscients, même d'une manière diffuse, que la Réforme Fouchet tient son contenu de l'ensemble de la politique gouvernementale, que l'Université n'a pas d'existence indépendante, que les réponses techniques (cycle d'orientation méthodologique, licence longue, T.P. formateurs) ne peuvent avoir de réel contenu que dans un contexte socio-économique différent (supposant une réelle démocratisation de l'enseignement)

On ne peut pas leurrer les étudiants sur la possibilité d'obtenir des victoires à l'Université, alors qu'ils observent eux-mêmes, en dehors de l'Université, qu'au contraire tous les travailleurs perdent leurs conquêtes, les catégories privilégiées perdent leurs privilèges, les libertés démocratiques sont supprimées. Avancer des mots d'ordre offensifs isolés (cycle d'orientation dans le seul supérieur, allocation d'études pour les seuls étudiants) est une entreprise de mystification des étudiants qui ne peut aboutir que sur une profonde démobilisation.

Le Bureau National n'a pas à se plaindre des centrales syndicales : comment peut-il exiger la lutte avec les travailleurs alors qu'il refuse de montrer le lien entre le Plan Fouchet et le Vème Plan ? puisque son programme déclare pouvoir aboutir à des succès isolément à l'Université ? parce qu'il croit à des reculs du pouvoir et ne voit pas la nécessité de préparer un front de résistance ? On ne saurait persuader quiconque de ce dont on est soi-même persuadé.

Bien plus, les dirigeants de l'U.N.E.F. détiennent, de par leur refus d'ouvrir cette perspective, l'entière responsabilité de la déliquescence de l'U.N.E.F., de la perte de son audience. La scission au sein des majoritaires entre le Bureau National et les "Universitaires purs", la scission de l'ancienne "mino" en d'innombrables tendances, la remontée des apolitiques ne sont que l'expression de cette déliquescence. La mise en avant d'un projet abstrait d'Université partait de l'a priori d'un compromis avec l'Etat : au fur et à mesure que la politique du pouvoir se précisait, il était forcé que se dégagent au sein de la majorité des courants avançant plus que d'autres dans la voie du compromis qu'il s'agisse de contre-options ou de contre-propositions collant au cours du projet gouvernemental, il n'y a là en fait que des degrés différents d'une seule et même politique, dont l'extrême limite est l'acceptation pure et simple par les apolitiques de la politique gouvernementale.

Et, dans cette période critique, où le gouvernement provoque et les étudiants et les travailleurs, menace de porter atteinte aux libertés syndicales, la démobilisation organisée des étudiants par des luttes "dures" isolées des apolitiques sur des mots d'ordre gouvernementaux (Paris-Sciences), ou par les luttes fractionnées et isolées sur des mots d'ordre offensifs sectoriels (Bureau National) ne peuvent que créer le climat social nécessaire au pouvoir pour frapper.

.../...

B - Au niveau des Syndicats d'enseignants.

Le sentiment s'impose que le vent de la défaite a déjà soufflé. L'un après l'autre, ces syndicats sont entrés dans la voie de la contestation de tel ou tel point de détail du Plan Fouchet, ce qui implique l'acceptation même forcée du cadre et de l'organisation générale. Le Plan Fouchet, qui forme un tout, a été ainsi ingurgité peu à peu, tranche par tranche, et les syndicats enseignants des autres degrés d'enseignement se préparent à contempler maintenant passivement l'action entamée par le S.N.E. Sup qui n'entrevoit, il y a quelques semaines, que le seul objectif de demander le report d'une réforme qu'il se plaignait d'ignorer ! Chacun de ces syndicats se prévaut certes de "résultats partiels" et de "reculs du pouvoir" : le chœur qui célèbre ces victoires ne fait que souligner le fait primordial, le début d'application au secteur essentiel du second degré et du technique de ce plan d'ensemble, cependant que les syndicats d'enseignants n'ont su que lui opposer des critiques partielles et des actions isolées, en ordre dispersé.

C - Au niveau des Centrales ouvrières

Tout se passe comme si l'on se refusait à croire à la possibilité de préparer des luttes d'ensemble contre un plan d'ensemble, comme si l'on souhaitait fractionner les luttes et finalement les disperser contre un adversaire qui s'emploie précisément à fractionner nos forces et à concentrer les siennes. Les centrales syndicales donnent de temps en temps un petit coup de chapeau et une signature aux manifestes contre le Plan Fouchet émanant de telle ou telle organisation syndicale étudiante ou enseignante.

Elles n'ont encore ni informé suffisamment leurs adhérents sur la signification du Plan Fouchet, sur sa liaison et son rapport étroit avec le Vème Plan, ni expliqué la nécessité de se mobiliser pour la lutte, ni fait les pas élémentaires qui consistent à se rencontrer pour envisager ensemble les moyens de résistance ; c'est précisément cette rencontre et cette préparation en commun de la résistance des étudiants et des travailleurs que l'U.N.E.F. se devrait de réclamer par tous les moyens aux organisations syndicales ouvrières et enseignantes. C'est ce qu'elle fera si elle comprend que c'est la Réforme Fouchet, la seule voie qui permette la survie de l'U.N.E.F.

II - CE QUE NOUS PROPOSONS

Nous ne prétendons pas que les difficultés seraient réglées, l'action unie possible, et le plan Fouchet condamné, du moment que l'U.N.E.F. adopterait cette orientation. Mais la lutte réelle contre le Plan Fouchet et celle pour la défense de l'U.N.E.F. sont inséparables.

Ainsi, la lutte contre toutes les formes de corporatisme est partie intégrante de notre orientation : que ce soit contre la remontée des "apolitiques", contre les tenants de la "voie universitaire" qui n'ont su offrir d'alternative, ni à l'offensive gouvernementale, ni à remontée des "apolitiques", et ont permis la déliquescence de l'U.N.E.F. depuis 1963, ou contre tout autre courant corporatiste qui se dégagerait.

La lutte contre la Réforme Fouchet ne pourra être sanctionnée que par la liquidation de toutes les tendances de l'U.N.E.F. à se corporatiser.

En vue de préparer et de mener une lutte réelle contre le Plan Fouchet, il s'agit de mobiliser tous les militants et les étudiants, leur expliquer la signification du Plan Fouchet et du Vème Plan, deux aspects d'une même politique, et nous tourner résolument vers les travailleurs et leurs organisations syndicales avec des propositions d'organisation en commun de la résistance.

On pourrait alors exiger des centrales syndicales autre chose qu'une adhésion verbale à nos protestations, une prise de position sur nos propositions concrètes d'organisation de l'action, une participation réelle à l'information de l'opinion et au premier chef de leurs adhérents. Au cas où elles seraient en désaccord, une confrontation publique, tendant à établir clairement les positions respectives des uns et des autres face aux entreprises gouvernementales et aux voies de la résistance et de la riposte, devrait avoir lieu.

Briser les murs dressés entre centrales ouvrières, organisations syndicales enseignantes ou parents d'élèves, telle peut être la tâche de l'U.N.E.F., avec l'appel aux jeunes de tous les secteurs à faire, eux aussi, entendre leur voix, à obliger les organisations syndicales à s'unir pour résister.

Personne ne saurait aujourd'hui affirmer que cette tâche est irréalisable et qu'elle dépasserait nos forces, car, répétons-le, cette prise de conscience de la part de l'organisation représentative des étudiants créerait une situation nouvelle et rendrait possible ce qui paraît, sinon impossible, du moins très difficile aujourd'hui.

La force de l'U.N.E.F. ne peut pas résider dans les subventions de l'Etat, qui, dans la période actuelle, ne peuvent être obtenues sans contreparties. Elle ne peut résider que dans une orientation juste, même si l'U.N.E.F. doit prendre des positions en pointe par rapport aux autres syndicats. Son redressement financier et organisationnel ne peut se faire que sur la base du soutien de ses adhérents et sympathisants à sa ligne.

.../...

Rappelons que c'est lorsque l'U.N.E.F. avait une position en pointe pendant la guerre d'Algérie, que l'Etat lui a coupé sa subvention, que l'U.N.E.F. était la plus forte, avait le plus d'audience chez les travailleurs et dans les autres couches de la population, malgré les réticences des autres syndicats.

Dans l'immédiat, il incomberait à l'U.N.E.F. de constituer, face à la nécessité de l'action unie contre le Plan Fouchet et le Vème Plan dont il est l'application à l'enseignement, des comités d'action qui constitueraient le premier élément de la construction d'un front de résistance à l'ensemble de cette politique gouvernementale, et qui auraient comme objectif immédiat d'empêcher l'isolement des luttes engagées par des secteurs particuliers, de trouver les mots d'ordre susceptibles de les élargir, de susciter ailleurs la réflexion et de motiver dans les couches les plus larges l'aspiration à la lutte qui ne se manifeste aujourd'hui que dans certains secteurs particuliers.

A chacune de ces luttes provoquées par l'offensive gouvernementale, il s'agit de tendre à l'unification des luttes de tous les secteurs, de créer les liens les plus solides possibles entre les secteurs en lutte, d'ouvrir la perspective de cette unification et dans ce but de capitaliser la combativité dans le renforcement et la défense du syndicat, en indépendance totale de l'Etat.

Les débats au Congrès de Grenoble seront un test décisif du sens de la responsabilité et de la conscience des étudiants : ils doivent et peuvent redonner à l'U.N.E.F. l'autorité qu'elle avait su gagner lors de sa lutte contre la guerre d'Algérie, dans un combat qui n'a fait que se poursuivre depuis sous d'autres formes, mais dont l'enjeu reste le même : une université démocratique, "l'Université de tous les travailleurs" qui, contrairement à Monsieur Debré, ne pensent pas que "la justice sociale ne soit pas possible avant deux générations", mais veulent, dès maintenant lutter pour elle.

Est-ce que d'autres A.G.E. présentent dès maintenant des textes ?

Je rappellerai que le texte dont il vient de vous être donné lecture peut être discuté en assemblée générale ; mais, pour être mis au vote, il doit être signé par d'autres A.G.E.

Des A.G.E. désirent-elles intervenir dans le débat d'orientation ?

(Long silence)

FROMENT (A.G.E.D.E.S.E.P.) - Je ne veux pas intervenir sur le texte qu'a déposé l'A.G.E.D.E.S.E.P., puisqu'il est suffisamment long et détaillé et je ne vais pas discuter mon propre texte. Si personne ne veut intervenir et s'il n'y a pas d'autre texte d'orientation, je propose de clore le débat d'orientation mais, je le précise, cela signifie qu'on arrête le congrès et qu'aucune orientation n'est définie. C'est très inquiétant.

.../...

Je voudrais savoir s'il y a une suspension de séance car je vois les uns et les autres se réunir ou s'en aller, mais personne ne semble vouloir intervenir dans le débat d'orientation. Dans ces conditions, il est préférable de clore le débat d'orientation et d'aller dormir.

LE PRESIDENT. - Je ne suis par organisateur du Congrès, je ne suis que président de séance.

FROMENT (A.G.E.D.E.S.E.P.) - Il faut consulter le Bureau National.

LE PRESIDENT. - Il n'est pas présent. Mais je ne pense pas qu'on puisse suspendre la séance maintenant.

PENINOU (F.G.E.L.). - Froment a raison. La question qu'il pose paraît nette pour tous ceux qui sont dans la salle. A l'heure actuelle, nous ne pouvons pas progresser. La majorité des délégations en sont conscientes.

En effet, un certain nombre des A.G.E. qui devraient vraisemblablement, si l'on tient compte des débats de ces derniers jours, être appelées à constituer la majorité de ce Congrès ne se manifestent pas. Ce sont leurs textes ou leurs interventions orales que les A.G.E. attendent pour se déterminer et entamer le débat d'orientation. C'est, en effet, à partir de ce moment-là que pourra s'engager un tel débat, les uns présentant des critiques et les autres leur défense.

L'A.G.E.D.E.S.E.P. a été, non pas en marge du Congrès, mais le représentant d'une tendance minoritaire. Le fait qu'elle n'a pas trouvé cinq A.G.E. pour signer sa motion est significatif. Elle risque de rester minoritaire, Pour notre part, à la F.G.E.L., la situation serait parallèle.

S'il doit y avoir un débat d'orientation - et je fais appel à toutes les A.G.E. pour que, après le débat universitaire, il y ait effectivement un débat d'orientation - celui-ci ne peut intervenir qu'une fois que les A.G.E. auront constitué une majorité. Ces A.G.E. sont assez nombreuses. Tant qu'elles n'interviendront pas, il ne sera pas question de continuer nos débats ou bien ceux-ci seront formels. On pourra se prêter au petit jeu des questions et des réponses sur le texte présenté par l' A.G.E.D.E.S.E.P., mais ce sera un débat sans signification pour le Congrès.

Je demande donc que la majorité vienne s'exprimer et dire "ce qu'elle a dans le ventre ". Ensuite, nous en discuterons. Sinon, il vaut mieux suspendre la séance jusqu'à ce que la majorité se décide.

(Nouveau silence prolongé)

LE PRESIDENT. - Je répète que je ne suis que président de séance et que, par conséquent, je ne peux pas prendre de position sur le déroulement de ce Congrès.

.../...

FROMENT (A.G.E.D.E.S.E.P.). - Je reviens sur ce qu'a dit Péninou, à savoir que le débat ne peut s'engager que si l'on présente des orientations. Ce qu'a dit Péninou ne m'a pas convaincu. Mais il a peut-être, lui, des informations sur ce que veut faire la majorité de ce Congrès.

Que nous soyons minoritaires, nous le savons. Nous nous battons sur notre orientation, nous savons qu'elle est minoritaire. Que la F.G.E.L. soit également minoritaire, je n'en suis pas sûr et il faudrait que Péninou vienne nous l'expliquer.

D'après l'ensemble des débats auxquels j'ai assisté en commission universitaire, j'ai pu constater que, s'il y avait des divergences de points de vue, à propos de ce qui est écrit dans la troisième partie du rapport, entre NICE, la F.G.E.L., etc... il y avait néanmoins une majorité pour le bureau universitaire, y compris au moment des votes qui ont eu lieu ces jours derniers sur les problèmes du 21/27, du social, du culturel, etc...

Sur le 21/27, la majorité m'a paru se constituer avec la F.G.E.L. et un certain nombre des A.G.E. pour aboutir à ce que nous appelons la liquidation du syndicat. Cela s'inscrivait dans le cadre de cette lutte. En face, se présentait un certain nombre des A.G.E., comme Lille ou Lyon, qui ne représentaient en rien une majorité, mais qui étaient d'accord sur un certain nombre de thèmes minimes, par exemple sur des motions partielles comme celle sur le journal.

Je ne comprends donc pas pourquoi Péninou nous dit ainsi qu'il y a une majorité et une minorité. Péninou bouche le trou pour faire une majorité. Quant à nous, nous ne disons pas que nous voulons être minoritaires à tout prix. (Applaudissements)

Il serait intéressant de savoir pourquoi, Péninou, tu fais cette majorité. Ainsi nous serions un peu au courant de ce qui se passe hors de l'assemblée générale du Congrès. De toute façon, cela passerait le temps. (Rires)

PENINOU (F.G.E.L.). - Je commence à beaucoup apprécier Froment, car il s'est décidé à avoir dans les assemblées générales le sens de ce qu'il faut dire pour distiller une situation. Cela me semble parfait. Nous allons contribuer à décortiquer cette situation comme lui.

Le problème du Congrès est très simple. C'est celui de la majorité qui en sortira. Chacun le sait depuis le départ de nos travaux. Les différents courants qui séparent les assemblées générales depuis quelque temps se sont définis dans ce Congrès, dans les assemblées générales et dans les commissions, essentiellement par rapport à ce problème final de savoir quelle allait être la majorité qui sortirait de ce Congrès.

.../...

Il n'y a eu qu'une attitude de la F.G.E.L. Elle est claire. Nous pensons que la majorité doit être finalement celle qui peut assumer la pratique que le mouvement a eu l'an dernier et qu'il doit être capable d'avoir cette année, voire les années suivantes.

On peut être en désaccord sur l'analyse sur ce que nous avons qualifié de pratique scindée. Quelle sera la composante de cette majorité centriste ?

Il n'y a pas dix personnes dans cette salle qui soient capables de comprendre la situation.

Il y a cinq, six ou sept courants dans ce Congrès.

Il y a celui de la F.G.E.L. ; il y a celui de l' A.G.E.D.E.S.E.P.), avec une tendance anticorporatiste ; il y a un troisième courant, celui des A.G.E. de NICE et de RENNES, qui continue à se regrouper autour de ces deux A.G.E. ; il y a un quatrième courant qui pourrait être concrétisé par LILLE et ses contradictions internes ; il y a le courant des E.N.S., lié au cartel des écoles supérieures de l'U.N.E.F. avec un problème spécifique et des thèses politiques défendues pendant ce Congrès ; il y a enfin un certain nombre d'A.G.E. qui, dans le mouvement, constituent traditionnellement le "marais" et ces A.G.E. sont particulièrement nombreuses cette fois-ci, nous avons pu le constater par leur absence d'intervention et de ligne politique, par la faiblesse de leur activité politique, par leur indécision totale dans les votes. Nous avons pu voir, au cours de ce Congrès, certaines A.G.E. procéder à des votes contradictoires. Nous avons vu des majorités se former sur un certain nombre de points et se défaire sur d'autres.

S'il est vrai que, dans le débat sur les problèmes gestionnaires et les questions financières, une majorité très logique s'est constituée contre la thèse néo-corporatiste, il est vrai que cette majorité représentait deux choses : il y avait d'abord un certain courant qui avait déjà caractérisé ce phénomène et qui avait fait une étude claire sur ce problème de gestion et de financement, une étude assez radicalement différente de celle exprimée par LILLE et l'A.G.E.D.E.S.E.P. hier.

Il y avait un certain nombre des A.G.E. du marais, qui, je ne sais pourquoi, par réflexe ou par civisme envers d'autres A.G.E., par je ne sais quel phénomène, en vérité, ont tout simplement suivi. Cela s'est vu sur les problèmes de gestion du journal. Le contraire est apparu sur d'autres problèmes que nous avons rencontrés dans la commission sociale, comme ceux du C.N.O., des mouvements de jeunesse, de l'intégration, etc...

A l'origine, un certain nombre d'A.G.E. pouvaient s'ancrer autour d'une ébauche de ligne syndicale. Pour certaines, elle était révolutionnaire, et pour d'autres non. Cela avait le mérite essentiel d'essayer d'avoir un reflet autonome par rapport à la ligne du mouvement.

.../...

Pourquoi ne peut-on pas dégager une ligne et une volonté politique du marais ? C'est normal dans un Congrès.

Ce que nous avons dit lors de la discussion sur le rapport moral, c'est qu'en fait le poids de ce marais dans l'U.N.E.F. est devenu tel qu'il bloque pour un certain nombre d'A.G.E., et notamment pour la nôtre la possibilité d'appliquer au niveau national une ligne qui corresponde à cette préoccupation. En ce sens, par exemple, faire partie d'une majorité voudrait dire s'encombrer d'un certain nombre d'A.G.E. mais surtout avoir, du fait de ce poids du marais, l'impossibilité de mettre en oeuvre la ligne syndicale que l'on défend.

A ce niveau, notre attitude a été claire. Après un an d'expérience malheureuse, nous avons constaté que nous n'avions abouti à rien. Ne nous remettez pas dans la même situation. Nous allons mettre les points sur les i pour qu'il n'y ait pas de majorité hétéroclite.

Dans toutes les commissions, nous avons défendu nos positions de façon autonome. Nous n'avons qu'assez rarement retrouvé des constantes dans les attitudes des différents courants, au cours de l'assemblée générale, sur un grand nombre de points.

Les votes d'hier ne sont pas significatifs. Ils sont une certaine survivance du réflexe antipoujdiste. Qu'on ne remette pas en pratique, au niveau de l'assemblée générale, le problème de ce contexte.

Il faut que le marais se structure autour de ceux qui théorisent dans l'U.N.E.F. la thèse qu'il faut avoir une pratique limitée.

Finalement, il peut exister un certain nombre de gens qui théorisent la thèse selon laquelle l'U.N.E.F. ne peut être qu'un immense marais et que le marais se reconnaît dans ceux qui disent : tu dois être le marais. La majorité se place dans ce genre d'équation : si ce n'est qu'un problème mineur d'être dans le marais, c'est un problème très secondaire. (Applaudissements).

LE PRESIDENT. - Je remercie le marais pour ses applaudissements. (Rires)

Quelles sont les A.G.E. qui désirent intervenir ?

DELEMOTTE (Amiens) - Je veux simplement revenir sur l'aspect assez méprisant de l'intervention de Péninou pour un certain nombre d'A.G.E., dont la mienne.

C'est, en fait, un constat de carence de la politique d'une certaine partie des A.G.E. ici présentes, notamment de la gauche syndicale.

.../...

Si on en arrive à de tels débats, c'est parce qu'ils se passent entre quelques spécialistes, des fonctionnaires du syndicalisme étudiant, et qu'en fait les petites A.G.E. ou celles qui n'ont pas de spécialistes professionnels ne peuvent pas intervenir.

Cela n'a aucun rapport avec la pratique de ces A.G.E. Et peut-être ont-elles une pratique syndicale tout aussi importante que celle de la F.G.E.L.

DEBOUT (Lyon). - Il me semble normal, dans une certaine mesure, que les clivages politiques que Péninou aurait désiré voir s'établir dès le début ne soient pas faits.

Toutes les motions visaient plutôt à l'organisation du syndicat qu'à une remise en question de ses thèmes et c'est en ce sens que les différences ne se sont pas faites. Le clivage politique réel sera clair quand nous aurons une discussion de fond sur les thèmes d'intervention du syndicat et la place du syndicat dans les luttes politiques actuelles.

Je renvoie donc le marais à une discussion future.

RICHTER (Orsay). - Nous admirons la façon dont Péninou a posé le problème de la majorité.

Au lieu de se demander pourquoi il est incapable d'avoir une majorité, pourquoi il n'a pas réussi, à travers la pratique qui fut celle de la F.G.E.L., à mobiliser le marais et à faire que cette théorisation devienne une réalité, il constate que la F.G.E.L. pourra peut-être continuer à développer un certain nombre de thèmes, dont d'ailleurs l'on peut se demander quelle pratique elle peut induire, qu'elle pourra se minoriser de son côté ; tandis que d'autres A.G.E. dudit marais essayaient de théoriser l'échec de ces grands courants, du Congrès de Dijon en particulier, on en arrive à ce stade assez piteux et nous pourrions dire "au revoir" à la F.G.E.L. si elle ne veut pas prendre ses responsabilités ! Qu'elle ne se fasse pas d'illusion, les problèmes ne se posent pas et certaines A.G.E. si elles ne suivent pas la F.G.E.L., ne veulent pas se rallier à ce centre ; elles refuseront donc de participer à ce Congrès dans les conditions où il se passe et, si nous sommes dans une impasse ce soir, la F.G.E.L. en portera la responsabilité la plus évidente.

ROUSSET (A.G.E.D.E.S.E.P.) - Il est beaucoup plus facile d'être brillant en A.G. que de structurer une orientation dans le mouvement. Qui a dirigé le B.N. depuis la guerre d'Algérie ? Quelle est l'A.G.E. qui était derrière les divers B.N. ? La F.G.E.L....

SERMENT (F.G.E.L.) - Avec Mousel ?

.../...

ROUSSET (A.G.E.D.E.S.E.P.). - ... et la gauche syndicale. Il est facile de dire que les A.G.E. sont entrées dans le marais. Il y en a simplement un peu plus que d'habitude, à tel point que ceux qui avaient une pratique juste et qui avaient organisé le mouvement ont été pris à la gorge. De nombreux adhérents ont été désarmés. Phénomène de génération spontanée ? Intervention descriptive ? Mais d'où cela vient-il ? Personnellement, j'ai l'impression que cela vient d'une orientation de ce qu'avait été l'U.N.E.F. avant.

On peut remonter au 21 février. Péninou dit que la F.G.E.L. s'est battue sur ses positions. J'ai vu des manoeuvres tactiques généralement assez bonnes.

Sur le C.N.O., vous vous êtes battus. Mais il n'y a pas de texte d'orientation. L'universitaire est peut-être au centre d'une orientation, mais les fondements de l'universitaire, ce n'est pas l'universitaire en elle-même et l'universitaire ce n'est pas des projets politiques.

La F.G.E.L. l'a posé au sein du mouvement, mais il y a longtemps et on l'a oublié. Ce sont des textes brillants, mais ce n'est pas comme cela que l'on peut structurer l'U.N.E.F. !  
(Applaudissements sur les bancs de l' A.G.E.D.E.S.E.P.).

PENINO (F.G.E.L.) - Un grand point d'accord ; il est, en effet, plus facile, dans une A.G.E. ou un Congrès, d'être brillant en paroles que de structurer une majorité. C'est exact et il est vrai que se développe aussi dans le mouvement - il faut en analyser les raisons et les conséquences d'une façon sérieuse - à partir de tels phénomènes, des phénomènes de leadership d'un certain nombre d'A.G.E., qui ne correspondent pas à la situation réelle, à la pratique et à la ligne politique des A.G.E.

Il est vrai que l'on peut expliquer une partie des difficultés de l'U.N.E.F. par le fait qu'il y a eu en son sein des phénomènes de leadership de certaines A.G.E., qui tenaient à ce que ces A.G.E. étaient les seules à développer une analyse théorique et politique plus cohérente que celle d'autres A.G.E. qui se réclament davantage de la vieille mino, mais aussi en fait qu'interféraient avec ce type de problématique, qu'elles étaient seules à poser, un certain nombre de phénomènes superficiels de fonctionnement qui la renforçaient, l'expression verbale et un certain cirque dans l'A.G. jouant leur rôle.

Cela ne fait que souligner a contrario l'état réel Du mouvement.

S'il est vrai que toute instance bureaucratique produit ces phénomènes naturellement, lorsqu'un certain nombre de courants s'affrontent, chaque courant produit ce type de phénomènes, ce qui aboutit à neutraliser leur prégnance.

.../...

Or, ce type de phénomènes s'est surtout localisé ces dernières années sur un certain type d'A.G.E. et il a aggravé un certain mode de fonctionnement.

Je reconnais avec toi que les problèmes de fonctionnement des A.G.E. sont très importants et ont pris une place exagérée, mais je me refuse à expliquer ainsi l'ensemble des phénomènes et je veux revenir sur l'expérience de la gauche syndicale.

On est en train de développer une mystification pour des raisons d'ailleurs compréhensibles, pour apparaître novateur, selon laquelle la gauche syndicale aurait été au pouvoir depuis 3 ou 4 ans.

Non ! l'évolution de l'U.N.E.F. s'explique, jusqu'en 1960 à peu près, par la survie à la direction et dans la plupart des A.G.E. de la vieille mino, c'est-à-dire des dirigeants qui ont pris le pouvoir sur les majos en 1956 et qui, finalement ont assumé la direction de l'U.N.E.F. au milieu d'une série de compromis et de crises avec l'ancienne tendance majoritaire.

A partir de 1960, la mino a été complètement transformée par un problème qui a conditionné les réactions des A.G.E. : le problème algérien. C'est là une période difficilement classable, à laquelle peuvent se référer très peu de tendances et, à mon avis, aucune en ce moment, tendance qui, en 1962-1963, se définissait uniquement par rapport à l'événement de la guerre d'Algérie, plutôt que par rapport à d'autres problèmes auxquels le mouvement a été confronté par la suite, situation universitaire, situation économique et sociale, etc...

Pour preuve, a été salué comme victoire dans les A.G.E. minos le fait qu'en 1961 a été votée une motion comme quoi l'U.N.E.F. était habilitée à peut-être poser les problèmes de l'économie de la société dans son ensemble et non pas à poser seulement les problèmes du secteur universitaire.

C'est uniquement au Congrès de Caen que l'on a voté cette motion et qu'un immense espoir s'est levé, à l'époque dans l'ensemble des textes de la majorité !

Un certain nombre de phénomènes sont intervenus, l'ancienne direction de l'U.N.E.F. s'est perpétuée et a essayé de se donner une orientation sur les problèmes nationaux et universitaires. Elle a été essentiellement technocratique et assez moderniste : dans le label politique, ce serait la droite du P.S.U. ou des clubs, et beaucoup de dirigeants de 1960-1963 sont defferistes ou soutiennent Mitterand.

.../...

Ils ont essayé de donner une impulsion moderniste et le plus significatif des rapports a été le rapport moral Wallon au Congrès de Reims qui posait la problématique, pour la première fois, d'une action socialiste révisionniste droite pour l'ensemble du mouvement. A partir de cela, ont commencé à se développer des débats théoriques, idéologiques et politiques sur la signification du mouvement dans la société française.

Un certain nombre de phénomènes sont développés, c'est la montée de la gauche syndicale, mais, si cette gauche syndicale s'est au début définie contre l'orientation technocratique défendue par Wallon à l'époque, elle n'a pas été majoritaire avant très longtemps.

Au congrès de Reims, elle était embryonnaire : à celui de Dijon elle était battue ; au congrès de Dijon et de Toulouse, elle n'exerçait pas le pouvoir et elle exerçait simplement, au niveau de l'A. G. et de la rédaction de textes universitaires, un certain leadership théorique, qui doit être foncièrement différencié de la direction effective car, jusqu'au Congrès de Toulouse, jamais la gauche syndicale n'a eu en main le mouvement.

Mousel n'est pas un représentant de la gauche syndicale, et la majorité de son bureau était contre le courant de celle-ci.

Au congrès de Toulouse, la gauche a pris au niveau des analyses le pouvoir, puis la direction syndicale, et nous avons vu pour la première fois un B.N. dans ses mains. Cela a duré jusqu'au congrès de Bordeaux, année qui a été marquée par une crise bureaucratique interne à cette gauche qui l'a séparée en deux courants ; cette divergence a dominé la vie du mouvement national pendant un an et a empêché la gauche syndicale de mettre son projet de transformation de l'U.N.E.F. en syndicat en application.

Après le congrès de Bordeaux, la gauche n'était plus au pouvoir et elle l'avait délégué. Au départ, nous savions que le B.N. ne mènerait pas une politique de gauche. Ses membres l'ont décidé en juillet et, pendant toute l'année, ils ont suivi, avec l'appui du marais, une politique centriste.

La gauche n'a donc eu le pouvoir que pendant un an et elle a été profondément divisée, empêchant par là-même que se réalise le projet syndical.

Il y a aussi une raison plus fondamentale à l'échec de cette gauche syndicale, que j'ai beaucoup de mal à analyser, en termes d'échec.

.../...

Elle tient essentiellement au fait que la réussite de son projet tenait en une certaine transformation de la nature de l'organisation, de la nature de son intervention sur le milieu et, corrélativement mais secondairement, sur l'institution universitaire.

En ce sens, ce projet nécessitait un certain contexte politique général, qui était loin d'être satisfaisant et qui, finalement, handicapait cette reconversion du mouvement. En effet, il faut poser le problème de la place de l'U.N.E.F. par rapport aux autres forces syndicales et politiques et nous savons que, dans l'état actuel du mouvement, avant que les mutations organisationnelles ne soient effectuées, cette place de l'U.N.E.F. au sein des forces démocratiques, terme que je déteste, c'est-à-dire les partis de gauche et les syndicats ouvriers, est cantonnée dans un rôle assez délimité et qu'il n'y a donc que peu de possibilités de manoeuvre.

Dans la mesure où cela ne pouvait pas beaucoup changer, cela influait sur le projet de la gauche syndicale, car cela l'empêchait de développer son projet à l'intérieur du mouvement.

Il y a une certaine contradiction entre les marges de manoeuvre de l'U.N.E.F. bureaucratique parmi les autres forces démocratiques et le projet syndical de la gauche, contradiction qui, à terme, s'est révélée fondamentale.

Deuxième chose, nous avons montré au cours du Congrès qu'il était nécessaire, pour que le projet de la gauche syndicale soit mis en application, que celle-ci puisse disposer, au niveau des corps et des structures d'intervention, d'un certain nombre de militants acquis à ces actions théoriques et politiques.

Or, comment avons-nous pris le mouvement ? Beaucoup trop rapidement, c'est-à-dire à la suite de l'effondrement général de la tendance néo-majo et du centre, ce qui est incontestable, au lieu de le prendre corpo par corpo, comme, par exemple, la mino l'avait fait aux majos un certain nombre d'années auparavant, afin d'arriver à la direction nationale en ayant en main l'appareil réel de l'U.N.E.F., c'est-à-dire non les bureaux de l'A.G.E., mais les bureaux des corpos.

Au lieu de cela, nous sommes devenus majoritaires parce qu'en A.G., en Congrès, le leadership politique avait fait qu'un certain nombre de bureaux et de délégations votaient pour notre projet, nous donnaient la majorité, alors même que cela ne signifiait pas rien quant aux possibilités de le mettre en application dans leurs A.G.E.

Une fois à la tête du mouvement, nous n'avions en aucun cas les moyens de mettre en pratique nos analyses, c'est-à-dire d'implanter dans les corpos la pratique syndicale qui correspondait à nos options.

.../...

Je m'en suis rendu compte quand, après avoir été S.G. à la coordination, j'ai fait le tour des corpos. J'ai été stupéfait, ce qui a conduit le secrétariat général de l'U.N.E.F. à démissionner.

Nous avons constaté qu'il était illusoire de prétendre amener l'U.N.E.F. sur une ligne pratique dont nous avons défini la ligne théorique, car nous n'avions pas en main les corpos.

C'est pourquoi nous allons revenir à la minorité et prendre les corpos l'une après l'autre. Dans deux ou trois ans, quand nous l'aurons fait, nous vous dirons mieux.

Pour l'instant, il faut faire un travail dont l'absence a fait que nous avons été paralysés et conduits à l'échec.  
(Applaudissements sur les bancs de la F.G.E.L.)

FROMENT (A.G.E.D.E.S.E.P.) - Je n'ai pas ta connaissance du milieu étudiant !

Vous allez reprendre des corpos : sur le plan parisien, nous verrons ce que la ligne universitaire aura repris comme corpos et comme A.G.E. au prochain congrès !

L'orientation que vous proposiez est passée dans la mesure où, ni pendant la guerre d'Algérie ni après, une orientation n'était proposée au mouvement, où la politisation sur la paix en Algérie avait offert la possibilité de mobiliser une grande partie du milieu dans la lutte des forces de gauche contre la guerre d'Algérie et où rien n'avait été fait sur le rôle de l'organisation syndicale.

En l'absence d'orientation, le premier temps a été de réfléchir, et c'était grave.

L'orientation universitaire, avec les analyses que vous proposiez, a donc pris le mouvement sur des bases qui étaient le désarroi total des A.G.E., mais jamais sur celles de perspectives et de possibilités d'une action syndicale.

L'échec, c'est que vous ne possédiez pas les moyens de transformer ce qui restait encore du mouvement étudiant revendicatif en organismes de micro-manipulation à la base, de façon "expérience dans un bocal, étudiant-responsable" et vous n'aviez pas les moyens d'appliquer vos théories, car vous étiez en contradiction avec le fait que nous sommes un mouvement syndical s'adressant à un milieu qui n'est mobilisable qu'à la condition de relier l'ensemble des problèmes universitaires à une orientation générale offrant des perspectives de combat.

C'est l'ensemble de la méthode que nous proposons dans notre texte.

.../...

Nous nous référons à ce qu'a été la mino, car nous posons le préalable d'un contexte économique et politique et de l'insertion de notre lutte dans l'ensemble de la lutte politique.

Le problème n'est pas de poser abstraitement, comme vous l'avez fait en commission universitaire, que vous aviez une analyse économique et politique, mais de relier les thèmes et les formes de lutte proposés aux problèmes politiques et à la lutte d'ensemble des travailleurs contre le Gouvernement.

L'orientation que vous proposiez était incapable d'arriver à ces résultats et ça a été l'échec et la déliquescence de l'U.N.E.F. et des A.G.E.

Ce n'est pas contre la F.G.E.L. en tant que telle que nous intervenons. Qui est responsable de la situation actuelle ?

C'est l'ensemble de l'orientation et c'est pourquoi nous disons que la gauche syndicale a été à la tête de l'U.N.E.F. quelles que soient les divergences. Ce qui a été à la base des congrès et des orientations de travail, c'était l'orientation universitaire et ce qui était fondamental, c'est la méthode posant qu'il n'y avait d'action possible qu'à l'université seule.

Voilà où on en arrive, c'est-à-dire au 21 février, si l'on pose le problème de la lutte isolée, en milieu étudiant, contre le pouvoir, pour la transformation des méthodes et du contenu, sans poser le problème de la transformation de la société.

Ou nous sommes un mouvement revendicatif, ou un club de recherche. Les étudiants ne seront mobilisés que s'il y a une perspective claire, ce qui signifie ouvrir une perspective de lutte en reliant les contradictions de l'université aux problèmes économiques de celle-ci.

(Godin remplace Hocquard à la présidence)

#### PRESIDENCE DE GODIN

DELAFRAYE (A.C.E.S.) - Je voudrais reprendre la discussion qui s'est instaurée tout à l'heure entre Péninou et les E.N.S. Y a-t-il ou non pluralisme idéologique ? La question à poser est celle-ci : Est-il nécessaire de donner une idéologie au syndicat ?

A notre avis - c'est ce qui s'est passé à l'A.C.E.S. et qui lui a permis d'opérer d'une façon suffisamment solide - il faut qu'il existe un pluralisme idéologique, et j'entends par là un pluralisme pour mener une analyse, par exemple, du plan Fouchet, pluralisme qui existe à partir du moment où plusieurs personnes appartenant à des partis politiques différents et

.../...

militants dans un syndicat n'analysent pas de la même façon le plan Fouchet.

A la semaine de la pensée marxiste, il a été question de l'ambiguïté de n'utiliser qu'une seule ligne idéologique, c'est-à-dire de s'enfermer dans l'analyse jacobine que la gauche a jusqu'ici choisie et qui ne lui permet pas d'élargir les luttes. Il est donc nécessaire de trouver un autre type d'analyses. Je n'irai pas jusqu'à dire que j'en propose un, mais il est une solution qui est caractéristique de l'A.C.E.S., particulièrement dans l'analyse du plan Fouchet, et c'est une analyse empirique.

Si plusieurs individus qui ont fait une analyse en utilisant des outils différents arrivent tout de même, par une certaine interaction de ces analyses, à déterminer certains faits, certaines failles dans le système qu'ils pratiquent, il y a possibilité pour le syndicat de trouver une certaine vue commune et de présenter à la base étudiante cette analyse, que je qualifie d'empirique.

C'est la raison pour laquelle il ne faut pas postuler qu'il est nécessaire de donner une idéologie au syndicat. Il suffit de prendre le raisonnement des E.N.S. qui disent "donner une idéologie au syndicat", mais qui ajoutent, contrairement à Péninou, "il faut agir avec prudence".

Je pense que le combat idéologique doit être mené et, à partir de là, il faut être logique avec soi-même. Il n'est pas utile que les E.N.S. cherchent un moyen en apportant la notion d'un relais politique. Si l'on est logique avec soi-même, pour mener un combat politique, il faut, non pas un syndicat, mais un parti politique, et il faut donc constituer un parti politique étudiant.

Il ne me semble pas qu'il y ait un relais politique propre au syndicat, mais, s'il y a possibilité de pluralisme économique, et s'il n'y a pas possibilité d'une idéologie pour le syndicat, il y a pluralisme de relais politique pour chaque individu, mais non pas de relais politique tel que le concevaient les E.N.S. par rapport à d'autres partis politiques.

Même en admettant la notion de relais politique, se pose alors la question : ce relais politique, entre le syndicat et quel parti politique doit-il s'établir ?

PRESIDENT : GODIN, Secrétaire Général Coordination

DE PALMAS (A.C.E.S.). - J'aimerais faire une proposition à ceux qui restent ici. Il est cruel d'enfermer les gens dans la réflexion. C'est pourquoi il va falloir qu'on leur donne les solutions, mais peut-être pas tout de suite. C'est un principe pédagogique que nous développons également.

J'étais parti sur une considération de syndicalisme étudiant, syndicalisme de crise. On peut s'étonner, dire que le syndicalisme étudiant est en crise. C'est idiot, parce que le syndicalisme étudiant est naturellement un syndicalisme de crise dans l'état naturel et normal. Il n'y a pas à s'étonner de certains phénomènes qui se développent actuellement notamment.

Par rapport à un syndicalisme vécu, par rapport à un engagement militant et actif, forme qu'a pu prendre l'action au moment de la guerre d'Algérie, militantisme et engagement sur lesquels il y aura peut-être à revenir parce qu'il a fait oublier toute la réflexion fermée sur elle-même que posent certains, puisque dans cet engagement politique - Sartre le défendrait mieux que moi -, il y a eu un phénomène de déblocage de certains problèmes et surtout la possibilité pour certains de ne pas s'enfermer mais de trouver un épanouissement réel dans son engagement.

A la lumière de cela, dans ce syndicalisme étudiant de crise, il est normal qu'il y ait un marais et que ce marais, comme le dit avec mépris Péninou, recherche une paternité. Péninou a en effet proposé la sienne et certains l'ont accepté. Au point que c'est même plus qu'une paternité, c'est même peut-être un dieu pour certaines personnes de la F.G.E.L. (Rires)

Cette paternité en effet se situe au combat idéologique qui se pose entre l'A.G.E.D.E.S.E.P. et la F.G.E.L., qui est un combat de fraternité. L'A.G.E.D.E.S.E.P. aura un nouvel enfant au sein de certaine association qui trouve l'A.G.E.D.E.S.E.P. l'exemple du père et la fixation.

DELAFRAYE (A.C.E.S.). - A propos de la notion de formation politique, nous avons présenté une motion lundi en disant que nous nous en expliquerions. A notre avis, il y a formation politique et formation politique. Formation politique, au sens l'entend généralement la mino - je prendrai comme exemple un texte écrit à la Mutuelle de Paris disant "formation politique passive pour les hôtesse des centres de planning familial".

.../...

Nous entendons par "formation politique" une formation civique, en enlevant le sens péjoratif que cela, comporte, c'est-à-dire au sens que le syndicat - ne serait-ce que pour pouvoir mener une action de masse et pour être capable de l'expliquer aux étudiants - doit leur expliquer quels sont les fonctionnements de la société, les lieux communs du fonctionnement étatique, l'enseignement donné en France actuellement au niveau du secondaire et du supérieur n'octroyant aux étudiants aucune formation qui leur permette d'être aptes à critiquer la société, à en comprendre le fonctionnement et, par là même, à pouvoir prendre leurs responsabilités.

DE PALMAS (A.C.E.S.). - J'ai parlé d'un certain paternalisme qui pourrait s'exercer. La position qui me semble beaucoup plus logique de défendre est que chacun se fasse plaisir (Rires) ; il ne faut pas croire que le marais pourra apporter quelque chose au Mouvement dans la mesure où son adhésion ne sera qu'une adhésion à un modèle. Si ce modèle échoue, tombe, tout craque !

PENINOU (F.G.E.L.) - Génial ! N'oublie pas, dans le cas où il y a énormément de pères, d'introduire la notion de grand-père. (Rires)

DE PALMAS (A.C.E.S.) - Le culte des ancêtres est une chose que les japonais préconisent !

Un autre point de réflexion qui me semble essentiel est l'analyse qu'on a pu faire jusqu'à présent sur les structures de la société et sur la participation et la cogestion au sein du C.N.O. par exemple. La position mineure est de quitter toutes ces structures puisqu'on conteste la façon dont est posé le problème à travers ces structures et qu'on refuse de s'enfermer dans ces structures parce qu'on pense qu'on adopte le schéma proposé et qu'on ne peut pas se dégager suffisamment pour en avoir une critique valable.

Je propose aux minos - parce que je crois qu'ils ne l'ont pas fait ou seulement par une phrase que j'ai relevée hier dans l'après-midi - de contester le découpage politique français. C'est une proposition personnelle. Vous devriez contester les carreaux politiques tels qu'ils sont posés en France. Je pense que la politique française est mystificatrice - j'entends les partis politiques - et qu'il faut contester la manière dont ils veulent présenter, en les faussant, les problèmes. La projection de vos analyses sur les organisations politiques françaises, je la conteste, et en ce sens je vous ferai presque admettre que vous êtes apolitiques.

UNE VOIX. - Est-ce que nous assistons à la naissance d'un G.T.U. A.C.E.S. ? Dans ce cas, nous voudrions que tous les délégués A.C.E.S. prennent la parole pour développer leurs idées sur les partis politiques, le syndicalisme, la lutte des classes.

DE PALMAS. - C'est un G.T.U. c'est bien là que la liberté d'expression s'enrichit tandis que vous, vous l'avez sclérosée.

DELAFRAYE (A.C.E.S.) - De Palmas a parlé de carrelage au sein des partis politiques. Un des éléments essentiels qu'il a posé d'une façon très vive est la politisation de l'U.N.E.F...

PENINO (F.G.E.L.). - Il a dit le contraire.

DELAFRAYE (A.C.E.S.). - Laisse moi terminer mon raisonnement.

En ce sens qu'étant donné le fonctionnement des partis politiques français, de par les différentes divisions qui existent, qui sont typiquement françaises, le syndicat étudiant en est venu à considérer qu'il y avait des carences de la part de ces partis politiques.

Je prendrai pour exemple la guerre d'Algérie et le problème espagnol. Le problème que nous voulons poser et sur lequel nous estimons qu'il faut trancher d'une façon nette, est le suivant. Le syndicat étudiant doit-il pallier les carences politiques, ou, à partir du moment où les responsables syndicaux ont conscience de leur existence, ne doit-il pas plutôt, par en dessous, essayer de susciter une réorganisation au sein de ces partis ? N'appartient-il pas à l'U.N.E.F. d'en prendre la charge ? (Rires)... pas à l'U.N.E.F., plutôt à la F.G.E.L. ?

Je voudrais essayer d'expliquer comment on peut à la fois être révolutionnaire et majo. De par la nature des individus qui fréquentent l'Université, de par les fonctions qu'ils seront plus tard amenés à assumer au sein de la société du fait que ces individus, se situant entre l'âge de 18 et 24 ans, passent par une période de crise, se posent pas mal de problèmes ; la façon dont le syndicat étudiant les forme leur donne des raisonnements, des mots d'ordre, est fondamental et l'un des critères principaux pour la façon dont ils se conduiront plus tard dans leurs activités professionnelles.

Je prendrai un exemple. Tout se passe sur la psychologie des individus. Il arrive souvent que des industriels nous confient que, lorsqu'ils étaient étudiants, ils y croyaient beaucoup mais que, écoeurés par les événements, ils ont fini par être les premiers à briser les grèves ouvrières.

Un syndicat étudiant qui essaie d'être objectif donne à ses militants cette formation politique dont je parlais tout à l'heure, qui fait comprendre à ceux qui sont révolutionnaires quelles sont les contradictions internes de la société en évitant de créer un conflit juste à leur sortie de l'université.

.../...

Un étudiant qui se dit révolutionnaire a une tâche à assumer, ingrate il est vrai. Il doit essayer de créer un certain climat de participation, faire passer ses idées d'une façon positive, mais de façon à ne pas "blaser" les autres, à ne pas les amener à avoir plus tard des positions réactionnaires.

On a essayé de démystifier cette opposition entre majos et minos, cette division en minos égal communisme, majos égal réactionnaire. A partir du moment où les majos arrivent à démystifier cette division, il y a possibilité de classer les partis politiques, les idéologies auxquelles on adhère. Le syndicat a une mission à accomplir, d'une part dans cette critique de la société, afin que ceux qui, plus tard, leurs études terminées, seront à des postes clés de la nation, aient un souvenir objectif de la façon dont l'école a été pour eux libératrice.

FROMENT (A.G.E.D.E.S.E.P.) - Explique ce que c'est qu'un souvenir objectif.

DELAFRAYE (A.C.E.S.). - Certains industriels ou autres personnalités qui tiennent les rênes de la société, sont arrivés, à un moment donné, à être écoeurés par la façon dont a procédé envers eux le syndicat, dont il les a utilisés.

Il est nécessaire que le syndicat arrive à créer un climat objectif parmi les individus qui fréquentent les universités, arrive à les libérer, à les désaliéner de façon objective positive, et c'est là où, pour les majos, il y a des ambiguïtés. A priori, on voudrait être plus d'élus et fixes. Il est vrai que pour nous c'est difficile, difficile également de s'entendre mais je pense qu'il y a un côté, valable dans ce que je dis.

FONTAINE. - Je propose une suspension de séance. Les E.N.S. vont proposer une réunion de présidents d'A.G.E. Il est donc préférable de suspendre ou de lever la séance.

LE PRESIDENT. - Il faut que je réunisse le Bureau de l'U.N.E.F. pour décider. L'amphithéâtre doit être libéré à midi.

FROMENT (A.G.E.D.E.S.E.P.). - Nous pourrions déposer une motion de clôture.

LE PRESIDENT. - Il n'y a pas le quorum.

DE PALMAS (A.C.E.S.). - On ne peut pas imposer la clôture du débat aux E.N.S. s'ils n'en veulent pas. Il vaudrait mieux lever la séance.

(La séance interrompue à 7 h 15 est reprise à 10 h 15

.../...

PRESIDENT : GODIN

(Il est procédé à l'appel des A.G.E.)

LE PRESIDENT : La séance reprend.

Vous avez tous entre les mains le texte d'orientation présenté par le Cartel E.N.S. et l'U.G.E.P. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de vous en donner lecture avant d'engager la discussion.

La parole est à Salmon.

SALMON (Rennes). - Les débats se déroulent dans des conditions sur lesquelles il serait nécessaire de s'expliquer ainsi que d'essayer d'analyser ce qui se passe dans ce congrès, son mode de fonctionnement. Le fait que ce texte d'orientation soit diffusé aujourd'hui à 10 h du matin devant une poignée de militants, alors que les débats d'orientation sont engagés depuis hier soir 20 h, n'est pas dû au hasard, mais révèle les fondements politiques de l'intervention d'une A.G.E.

En effet, tout le monde le sait, la sortie de ce texte a été conditionnée par un accord entre l'E.N.S. et Lille pour régler les problèmes de direction, car il semblait que le vote d'un texte d'orientation permettait de donner directement la solution des problèmes de direction. En conséquence, si on voulait que la direction politique du Mouvement se situe d'une façon et non d'une autre, il ne suffisait pas de faire adopter un texte d'orientation, mais d'abord il fallait régler le problème de la composition de la Direction Nationale. On voit en quoi ce débat d'orientation correspond à un certain type d'intervention politique dans le syndicat profondément "manipulatoire" en ce qu'elle n'explique en aucune façon ses fondements et reprend un certain nombre d'analyses sur l'Université que la gauche du syndicat a développées depuis plusieurs années, même si un certain nombre de principes, qu'elle avait d'ailleurs utilisés, sont employés d'une façon plus adéquate, en particulier celui de division du travail.

Les quelques efforts d'analyse de l'Université ou le fait de vouloir distinguer dans l'institution universitaire ce qui strictement se situe au niveau des normes institutionnelles n'apporte pas grand chose dans le développement des analyses faites jusqu'à présent sur l'université. Or, que contient ce texte en dehors d'une série d'appréciations politiques générales ? Rien. Que sont ces appréciations politiques générales ? Elles correspondent à la signification politique de ce congrès qui est en train de se terminer.

Nous avons posé, au cours de discussions avec les E.N.S. - sachant que le cartel E.N.S. allait déposer un texte d'orientation important - un certain nombre de questions concernant d'une part sa conception du style d'intervention que devait choisir une direction nationale pour résorber la crise actuelle, d'autre part le problème, essentiel à nos yeux, du rapport que le Mouvement devait entretenir avec les forces démocratiques.

.../...

Or, face à ces questions sur lesquelles nous avons clairement exprimé nos opinions et face aux problèmes de résorption de la crise, nous pensons que la participation d'une A.G. comme Lille à la direction est profondément dangereuse. Nous considérons que Lille est le représentant fossilisé du néo-corporatisme avant que la tendance universitaire se développe dans le syndicat. La faire participer à la direction sans qu'aucun cadre politique n'ait été clairement déterminé, c'est rouvrir la voie au développement du néo-corporatisme. Cela va se développer d'autant plus rapidement dans l'organisation que, dans l'état de crise actuel, étant donné l'absence de réponse politique de ce texte aux problèmes essentiels posés, la seule solution qui va se développer dans les A.G.E. pour une bonne part, sera l'apparition d'une pratique de style lillois.

Comment posez-vous le problème de la lutte contre le Plan Fouchet ? On n'en parle guère. L'intervention sur la pédagogie rationnelle consiste à distribuer aux étudiants le programme de leurs examens. Mais le problème de la pédagogie ne se situe pas à ce niveau. Rationaliser la pédagogie, ce n'est pas distribuer un texte en début d'année pour inviter les professeurs à expliquer leur attitude vis-à-vis de l'examen. Par contre, ce qui est avancé au niveau de la maîtrise du savoir est intéressant. Nous aimerions savoir quel contenu vous lui donnez à un niveau concret.

Les styles d'interventions que vous avez faites à la Commission Universitaire n'apportent rien par rapport à ce qui avait été développé par d'autres A.G.E. dont vous récusez l'intervention et qui ont rencontré des difficultés qu'elles reconnaissent. Vous n'amenez rien au niveau de la résolution de la crise, si ce n'est une politique de formation, qui, avec un partage de la Direction politique du Mouvement avec Lille, est seule capable de résorber la crise.

Les interventions de Lille dans les débats depuis le début du congrès ont montré sa capacité de participer à la Direction du Mouvement. Je n'ai pas besoin de m'étendre là-dessus ! Les délégués présents sont parfaitement convaincus.

Dans tous les cas, si des membres de l'équipe du Cartels E.N.S. - qui a une spécificité différente de l'A.G.E. de Lille - prétendaient s'occuper de problèmes de formation, ils auraient beaucoup de travail ; même s'ils en ont la capacité, s'ils doivent s'occuper des problèmes de secteurs universitaires, des relations intersyndicales, la formation doit être, dans la situation actuelle, une formation de caractère syndical et politique.

.../...

C'est une nécessité, car, comme vous le reconnaissez, la crise essentielle du Mouvement vient de ce que, face à la crise de l'Université, après avoir avancé un certain nombre d'analyses, dans l'ensemble correctes, le Mouvement a été paralysé par l'incapacité d'un certain nombre d'A.G.E. à comprendre les conséquences de ces analyses. Le remède ne peut être que politique. Face à cette sélection, vous ne nous en donnez nullement les moyens. C'est là qu'on rejoint le problème des rapports avec les forces démocratiques.

L'A.G.E. de Rennes et d'autres qui la suivent ont continuellement dénoncé dans les différentes assemblées générales, à tous les niveaux, l'attitude des forces démocratiques vis-à-vis des problèmes de la transformation des structures socio-économiques françaises, en particulier la façon dont elles posent les problèmes directement politiques.

Nous pensons que le modèle dominant en ce moment, le type de lutte syndicale et politique en France est dépassé. Il est vain, inefficace. L'échec de la gauche depuis vingt ans est nettement marqué et correspond à cette incapacité d'analyser les réalités de la société française et d'y apporter un certain nombre de solutions politiques adéquates. La possibilité d'amener les masses à prendre en charge les problèmes qui leur sont posés dans leur pratique professionnelle et celle d'arriver à comprendre quels sont les mécanismes et les contradictions qui, en fait, dirigent directement l'évolution de la société actuelle, sont liées par une intervention syndicale de type nouveau.

L'intervention de la gauche dans l'U.N.E.F. depuis le congrès de Dijon, non seulement la position des A.G.E. minoritaires, mais même d'autres A.G.E., est une remise en cause de la conception traditionnelle de l'action syndicale. D'une part, nous refusons de nous enfermer dans des revendications de type traditionnel, budgétaire, quantitatif, qui sont celles des organisations démocratiques. Je voudrais que l'on vienne me démontrer le contraire et me dire quels sont les problèmes structurels que posent les organisations syndicales ouvrières, en particulier la C.G.T. D'autre part, sur les problèmes qui nous concernent directement, c'est-à-dire les problèmes de l'Université, ces organisations continuent de développer un certain nombre d'analyses dont nous savons qu'elles sont formelles, qu'elles ne permettent nullement de rendre compte de la réalité sociale du pays. C'est là que se situe la crise de la gauche. Le seul remède est dans la recherche d'une solution qui permette aux masses de comprendre les mécanismes de la société par une démarche progressive, c'est-à-dire syndicale.

C'est le choix politique que nous avons à faire ; c'est aussi un choix syndical, car nous ne pensons pas apporter dans le syndicat des préalables politiques. Nous ne l'avons fait en aucune façon.

.../...

A cet égard, les différentes attitudes que nous avons eues dans le congrès sur des problèmes particuliers l'ont bien montré. Nous n'entendons pas dépasser le niveau de conscience des masses étudiantes, poser les problèmes sur lesquels l'intervention pédagogique n'aurait pas suffi à amener les étudiants à un niveau de conscience suffisant. Nous entendons coller aux masses, non pas être à la dérive des masses, à la dérive des étudiants.

Dans ces conditions, l'entreprise que vous lancez est perdue d'avances pour les E.N.S parce que votre formation politique n'aura aucun contenu véritable, aucune signification pour les militants U.N.E.F., ne pourra pas donner les éléments de pratique politique qui permettraient à l'analyse de l'université d'avoir une signification politique. Car l'analyse de l'Université faite en fonction de concerts marxistes n'a pas valeur en soi directement politique.

J'attends l'intervention de Paris-Sciences et d'autres A.G.E qui viendront tous dire qu'ils sont d'accord avec l'analyse que vous faites de l'Université. Cet analyse, nous l'avons tous faite parce qu'elle paraissait la plus rigoureuse. Développer cette analyse et dire que là est la solution, ce n'est pas vrai. La solution n'est pas là. Sinon l'U.N.E.F. n'en serait pas là où elle en est. Elle se développe depuis trois ans. Il y avait un manifeste, qui avait des imperfections mais qui était profondément juste quant à la réalité des problèmes. Ne vous donnant en aucune façon les moyens de résoudre la crise politique du Mouvement, vous faites le jeu de l'A.G.E. de Lille et du type de pratique que cela va développer dans l'organisation. Vous n'arrivez pas à développer une pratique universitaire spécifique avec ces A.G.E. centristes que vous entendez récupérer.

Je crois que va se développer dans les A.G.E. où existe une direction politique un phénomène de social-démocratisation à l'état pur. Des militants venant de la Fédération démocrate socialiste, qui commencent à apparaître dans certaines villes comme à Lyon, ou directement de nouvelles formules des tendances communistes, vont développer des problèmes reliés directement aux préoccupations politiques de ces organisations. De ce point de vue, le texte qu'a déposé le cartel E.N.S. aux Journées d'études Syndicales est explicite (Exclamations).

Il y a des gens qui sont en train de crier. J'aimerais savoir s'ils ont lu ce texte qui posait le problème des relations avec les organisations politiques directement et de la nécessité pour l'U.N.E.F. d'avoir à soutenir Mitterand dans des élections présidentielles.

.../...

Le Cartel E.N.S. se pose le problème des élections législatives. Pour lui, les problèmes dans les sphères politiques traditionnelles existent et ils ont une importance certaine. Nous les récusons. Ce n'est pas la place d'utiliser le syndicat pour des opérations de ce genre qui n'ont aucune efficacité par rapport au milieu. Ce n'est pas là qu'il faut chercher la solution aux problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Dans d'autres A.G.E. va se développer un autre type de pratique lilloise devant la non apparition de responsabilités politiques du type le plus traditionnel. Devant une incapacité qu'auront des A.G.E. à mettre en oeuvre une pratique universitaire telle qu'elle a été définie depuis trois ans, il n'y aura pas de pratique universitaire. On fera de la gestion de coopérative. On parlera vaguement des problèmes internationaux. On se donnera bonne conscience en luttant contre Franco et en mettant entre parenthèses les problèmes essentiels auxquels doit faire face la société française.

La solution politique est un glissement à droite dont les E.N.S. portent la responsabilité et la porteront ultérieurement, car, en l'état actuel des choses, la gauche désormais devient mineure - je ne parle pas au nom de la gauche, car je ne suis pas mandaté pour le faire - tout au moins la gauche qui, dans le passé, a développé des thèmes dans l'organisation, considérant que leur ligne ne peut plus être investie à la direction pour beaucoup d'années. Le virage à droite n'est pas temporaire ; il n'est pas susceptible d'être mis en cause à l'assemblée générale de juillet ou de septembre.

La dernière chance qu'avait l'U.N.E.F. de pouvoir tenter de résorber sa crise par une solution qui aurait pu être attentiste mais qui aurait permis, au bout d'un certain temps... (rires).

Ceux qui ont des remarques à faire n'ont qu'à venir ici. Qu'ils s'abstiennent des manifestations de ce genre qui révèlent leur incapacité à prendre la parole et à répondre d'une façon claire et cohérente à ce que nous avançons. Si vous n'êtes pas d'accord, venez le dire. Pas de manifestations de ce genre.

FROMENT (A.G.E.D.E.S.E.P.). - Tu n'en faisais pas tout à l'heure !

SALMON (Rennes). A un moment où on discutait de problèmes moins sérieux qu'en ce moment.

FROMENT (A.G.E.D.E.S.E.P.). - C'est toi qui choisis !

SALMON ; Ce n'est pas moi, c'est la réalité. C'est le texte d'orientation du Mouvement. Vous manquez toujours autant de logique à l'A.G.E.D.E.S.E.P. ! Les congrès ne vous profitent guère !

FROMENT - Nous ne sommes pas des professionnels.

SALMON. - C'est bien dommage. S'il y en avait un peu plus, le syndicat se porterait mieux.

.../...

On pourrait discuter des A.G.E. où il y a des professionnels et des A.G.E. où il n'y en a pas.

Je pense, par cette intervention, avoir clairement posé la façon dont nous analysons le phénomène en train de se développer, c'est-à-dire le glissement du Mouvement vers un néo-corporatisme et le retour à une pratique de type traditionnel qui ne peut permettre de résoudre les problèmes posés au Mouvement et à l'Université.

Face à cette attitude, le courant minoritaire ne saurait en aucune façon le cautionner. Nous voterons contre votre motion. Nous nous engagerons contre votre direction nationale et nous n'entendrons faire aucune concession, quelle qu'elle soit, aussi bien à ce congrès qu'aux assemblées générales futures. La minorité n'existe plus - non pas pour un court laps de temps, mais pour un temps beaucoup plus long et cela pose le problème de sa redéfinition. Dans ces conditions, il sera nécessaire que nous redéfinissions notre projet. Dans les prochaines assemblées générales, nous aurons l'occasion de le faire. En l'état actuel des choses, ce serait difficile. Nous pensons que votre responsabilité est d'autant plus grande que le projet qu'avait investi la gauche dans le syndicat était réalisable ; il n'a échoué qu'à cause des blocages politiques qui se sont constitués dans les assemblées générales et qui traduisent une réalité, politique existant dans l'U.N.E.F. à savoir l'existence soit d'A.G.E. de type social-démocrate, soit d'A.G.E. apolitiques, non pas du style de l'ancienne A.C.E.S., mais simplement incapables de comprendre et de poser les problèmes politiques et de se décider en assemblée générale d'une façon claire et significative, de façon à permettre au Mouvement de mener une politique cohérente. Des tentatives ont été faites par un certain nombre d'A.G.E. dans les limites que nous avons rencontrées à Rennes après trois années. Si l'on tient compte des limites que nous a imposées la Direction Nationale, durant des trois années et de l'incapacité dont a fait preuve l'organisation pour mener de véritables actions de masse, le type de démarche que nous avons proposé au syndicat était réalisable. S'il n'a pas été réalisé, cela ne tient pas aux projets. On ne saurait prétendre qu'une action, qui a réuni 1.500 étudiants dans une première manifestation et ensuite 5.000 dans la bataille contre le Plan Fouchet, a échoué, d'autant que nous sommes en rupture avec les organisations démocratiques et que nous avons toujours manifesté d'une façon claire quels étaient nos choix à ce niveau.

Le blocage à l'U.N.E.F. est un blocage d'ordre politique. Vous n'apportez aucune solution ; vous ne faites que le cautionner ; vous êtes liquidateurs de la transformation de l'U.N.E.F. en organisation syndicale. Voilà quel est votre rôle.

De la part des E.N.S. qui ont joué un rôle si important dans l'organisation syndicale et qui possèdent des cadres qui ont une capacité politique, cela me semble du folklore le plus total et du manque de réalisme politique.

.../...

A voir le tournant que prend ce congrès - irréversible à notre avis - nous ne pensons pas qu'il soit possible d'engager une nouvelle crise du Mouvement dans trois ou six mois. Si votre solution passe - et je pense qu'elle va passer - pour la gauche du Mouvement, pour ceux qui prétendent développer une attitude syndicale, il ne reste plus qu'une solution, une attitude de minorisation. Voilà le triste sort du Mouvement. C'est ce que vous en avez fait. Vous en portez la responsabilité. (Applaudissements sur divers bancs).

PENINOU (F.G.E.L.). - Hormis un certain nombre de points qui peuvent être considérés comme des points de détail, nous pouvons accepter la manière dont Salmon a posé les problèmes. Mon intervention sera donc plus brève que la sienne.

Dans l'état actuel de ce congrès, une intervention de ce type, qui est un rappel d'un certain nombre de positions et un démasquage solennel au niveau du rapport du congrès, du texte qui vient d'être présenté et de la majorité qui va se dégager, revêt un caractère formel. C'est pourquoi la critique que je lui fais n'est pas radicale. Il ne va pas s'agir de retenir des thèmes généraux que nous avons évoqués au cours de ce congrès.

La gauche syndicale, au sens large ou restreint, va abandonner l'U.N.E.F. à une coalition centriste dont la couverture théorique sera fournie par le cartel E.N.S. Dans la mesure où il y a de très graves différences, de très graves divergences entre les E.N.S. et cette coalition centriste de toutes les A.G.E. telles que Lille qu'en terme un peu méprisant j'ai appelé le marais, les E.N.S. étant plus conscients que ces dernières A.G.E. des problèmes qu'affronte le Mouvement parce que plus aptes à une certaine analyse théorique de la situation universitaire et de la réforme de l'enseignement, l'analyse de Salmon est juste. Ceux qui ont donné à ce marais, à la droite, au centre, une certaine volonté politique, une couverture théorique, porteront devant l'U.N.E.F. la responsabilité de ce congrès.

S'il est vrai que le congrès était joué à l'avance - bien avant ce congrès le centre était déjà de la majorité et devait être appelé à constituer la direction du Mouvement - il est vrai que les E.N.S. en essayant de donner une volonté politique à ce centre, en s'efforçant de "théoriser" les limites politiques et idéologiques nécessaires de l'intervention du syndicat, sont les responsables de la situation que nous connaissons, mais en même temps permettent - sur ce point j'aurai une opinion légèrement divergente de celle de Salmon - un certain déblocage. La divergence n'est pas très importante, car ce déblocage sera artificiel.

Ce qui me frappe dans la direction qui va prendre le pouvoir, c'est sa fragilité. La gauche ne cherchera pas - c'est admis pour notre part - dans le courant de l'année prochaine, voire même des années prochaines, à renverser la majorité qui se manifeste actuellement. Si nous développons une pratique oppositionnelle mineure en essayant de refonder un certain nombre de nos analyses, nous ne chercherons pas à traduire cela en tentant, par un certain nombre de tactiques - lancement de motions ou autres - de provoquer des changements de majorité, de renverser les bureaux et de créer des crises.

Nous craignons fort, au vu des débats de ce congrès, que la majorité elle-même soit si faible, si fragile que, victime de ses contradictions, elle s'écrase et que finalement nous assistions dans les mois qui viennent à un certain nombre de crises de la Direction Nationale. C'est une crainte ; j'espère qu'elle ne se réalisera pas. J'ai fort peur, connaissant la manière dont les E. N. S. ont posé le problème, que ceux-ci voyant l'étendue des dégâts occasionnés dans le Mouvement par la pratique centriste, ne soient tentés de retourner chez eux. Il y a un risque pour le Mouvement que, la Direction étant principalement centrée autour des E.N.S. elle soit finalement en butte à une crise parce que les E.N.S. une fois qu'ils auront une vue précise de la situation du Mouvement qu'ils n'ont pas actuellement, lorsqu'ils auront fait le tour des A.G.E. et vu ce que sont Lille et un assez grand nombre d'autres A.G.E., s'apercevront que leurs projets, si limités soient-ils, ne valent finalement pas la peine d'être intégrés dans une pratique du Mouvement.

Je voudrais critiquer le texte E.N.S. sur le fond, car, hormis les quatre premières pages de définition, il y a très peu de points d'accord sur ce qui, à mon avis, constitue l'essentiel de ce texte et son objectif théorique quant aux problèmes qui affrontent le Mouvement.

L'essentiel se trouve au bas de la page 17, lorsqu'est défini le rapport entre le syndicalisme étudiant et le syndicalisme politique. Cette définition pose à mon avis d'une manière abstraite, d'une manière à priori, un certain nombre de limites à l'action que le syndicat peut entreprendre. Cette conception, nous l'avons déjà rencontrée dans le Mouvement, en ce sens, je me permets d'attirer votre attention.

La possibilité d'une intervention du syndicat, limitée idéologiquement, est analysée, le syndicat devant intervenir sur un champ autonome de contradictions qui sont celles de l'université.

Je vous renvoie au débat qui a eu lieu autour de ce concept de champ autonome de contradictions qui suffirait à valider une action syndicale. Il y a là de telles divergences que l'on ne peut se mettre d'accord avec le cartel E.N.S. Un ce domaine de l'analyse de l'université, les E.N.S. rejoignent la pire pratique "universitariste" et les pires conceptions "technicistes" que le Mouvement a connues, il y a un certain nombre de mois.

L'ensemble de leur démarche s'explique à partir de ce postulat. Tous leurs projets reposent au départ sur cette théorie exposée au bas de la page 17. A partir de là, peu importe la justesse ou non d'un certain nombre d'analyses d'ensemble ou de détails concernant la fonction et la place de l'Université dans la société.

Ce qui est important, ce n'est pas tellement ce que dit le texte qui définit d'une façon générale la place et la fonction de l'Université, c'est de voir comment l'U.N.E.F. va pouvoir intervenir sur un certain nombre de problèmes et notamment sur la

.../...

réforme Fouchet, et sur l'ensemble des problèmes qu'affronte l'intervention syndicale à la base. Sur ce point, le texte ne répond pas. Le seul élément de réponse figure au bas de la page 17. On ne songe pas à définir un mode d'intervention. Avant de le définir, on pose la limite théorique en disant :

"Le syndicat ne pourra intervenir que sur tout ce qui peut constituer l'aspect autonome ou les contradictions autonomes introduites par l'autonomie du système".

Nous risquons de voir s'accentuer, cette année davantage que l'année dernière, une certaine pratique droitière au sens poujadiste du terme. Je crains qu'au cours de l'année prochaine nous ayons à affronter un certain nombre de campagnes nationales guidées par cette coalition qui va sortir du congrès sur des thèmes comme le "non au Plan Fouchet", qui reprendront des analyses déjà faites à ce congrès par des A.G.E. autres que l'E.N.S. et qui, par conséquent n'apporteront rien de nouveau. Mais j'ai peur que, bien qu'ils veuillent fournir une certaine couverture théorique, ils n'aient pas eux-mêmes la possibilité de diriger politiquement le Mouvement, c'est-à-dire d'orienter le sens et la définition de ces campagnes revendicatives. Nous risquons ainsi de connaître le style de campagne ambiguë que nous avons connu avec l'interprétation qu'en fera une partie du milieu étudiant et une bonne partie des milieux extérieurs au Mouvement, c'est-à-dire que l'U.N.E.F., au milieu des convulsions qu'elle traverse, se débat sans aucune ligne, a une attitude poujadiste et lutte pour l'obtention d'un certain nombre de privilèges qu'on n'arrive pas très bien à comprendre.

Dans la mesure où la couverture théorique des E.N.S. ne peut pas se concrétiser en un projet politique cohérent pour le Mouvement au sens de la définition d'une plate-forme politique, d'une plate-forme d'action syndicale, il restera au B.N. d'une part les théoriciens, d'autre part les apolitiques, ces derniers se contentant de reprendre à leur compte la pratique des A.G.E. du marais. Il se pose donc un problème de fragilité de la Direction à cause de l'incapacité politique des E.N.S. à diriger cette Direction. J'ai peur pour le Mouvement.

Ce n'est pas la gauche qui, cette année, vous contestera la Direction du Mouvement, n'ayez crainte.

RICHTER (Orsay). - Je ne reprendrai pas les points développés par Salmon et Péninou. Nous avons essayé de développer une pratique relativement différente de celle qui avait été engagée en commission universitaire. Nous avons essayé de faire en sorte que les étudiants soient aptes à saisir beaucoup plus directement, à partir de la campagne sur le Plan Fouchet, un certain nombre d'analyses politiques et de susciter une pratique universitaire nous permettant de poser des problèmes sur lesquels nous avons échoué à plusieurs reprises.

.../...

Il nous semble que l'on s'oriente très nettement vers un type de syndicalisme qui rompra avec la ligne universitaire traditionnelle, étant donné la coalition qui est en train de s'instituer.

La théorie avancée par le Cartel E.N.S. nous semble présenter des ambiguïtés, en ce qui concerne d'une part la définition même du concept qu'il utilise au départ et dont il tire une politique, et d'autre part le fait qu'il reprend un certain nombre d'analyses qui, jusqu'à présent, n'ont pas fait preuve d'une réelle efficacité au niveau de notre pratique syndicale. En second lieu, il existe au niveau des conclusions de ce texte, en particulier au niveau de ce qu'on appelle le relais politique, des ambiguïtés plus graves qui risquent de faire tomber dans une espèce de soumission, particulièrement dans le cadre des forces démocratiques et lui fera jouer le rôle, sinon de support, du moins de force qui se réintégrera d'une façon évidente dans le jeu des rapports de forces de la société tel qu'il nous est posé par l'ensemble des syndicats extérieurs à notre Mouvement.

Le type d'alliance mis en place ne peut être pour nous qu'une pratique qui aboutira à un syndicalisme centriste complètement dégagé des perspectives que nous voulions donner à l'U.N.E.F. jusqu'à présent. A ce titre, ce congrès sera un tournant.

On peut espérer qu'un certain nombre d'A.G.E. réussiront à développer par elles-mêmes une politique correcte. Mais il ne faut pas se faire d'illusion, car, lorsqu'un processus est engagé, une direction nationale, même fragile, qui prendra la couleur que nous voyons s'instituer à l'heure actuelle, entraînera une certaine dynamique qui, au niveau des A.G.E., jouera un rôle tel que les volontés de minorisation seront balayées, en particulier celles qui sont en soi extrêmement dangereuses et dont il ne faut pas se cacher qu'elles risquent d'aboutir au néant.

La ligne en question nous semble inacceptable. Nous essaierons de voir par rapport au type de coalition, au type de pratique universitaire et de pratique corporatiste universitaire qui risque de se développer par la suite, si nous avons un rôle à jouer. Mais, à partir d'aujourd'hui, nous aurons à prendre des responsabilités que nous avons été incapables d'assumer à l'intérieur du Mouvement jusqu'à présent. Il nous faudra être conscients que nous sommes nous-mêmes en partie responsables, autant que ceux qui ont réussi à "théoriser" une pratique qui en fait débouchera sur le centrisme et vers peut-être une pratique complètement droitiste, car nous avons été incapables - ceci s'adresse aussi bien à la F.G.E.L. qu'à nous-mêmes - de développer une ligne cohérente

LEMARC (Rennes). - Cela surprendra ou pas ; peu importe. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec les différentes interventions que nous venons d'entendre.

.../...

J'estime que l'intervention de Salmon a présenté les problèmes en présence desquels nous nous trouvons actuellement d'une façon un peu trop partielle, en ce qui concerne particulièrement un certain type de gauche.

Il est normal - je suis d'accord sur ce point - de faire une critique radicale des propositions des E.N.S. en ce qui concerne l'orientation du Mouvement, une critique également de la façon dont ces propositions s'insèrent dans la conjoncture actuelle, conjoncture socio-politique d'une part, conjoncture interne du Mouvement d'autre part. Cela a une signification politique qui n'est même pas ambiguë. Il n'en reste pas moins que vous avez passé sous silence les difficultés devant lesquelles se trouve, s'est trouvé ou se trouvera à plus forte raison dans un proche avenir ce type de gauche qui doit chercher un certain nombre de formes d'intervention, d'objectifs afin de réévaluer la majeure partie de ses analyses précédentes.

Je reconnais que Salmon n'a pas, comme Péninou, cherché à se refaire une virginité politique à bon compte en disant : "Vous êtes la droite, donc nous, nous sommes la gauche". Il n'est pas question de faire un appel en d'autres temps, sous d'autres formes, dans d'autres situations socio-politiques. Là n'est pas la question. Ce genre de définition de la gauche est totalement à remettre en question.

La plupart des A.G.E. appartenant à l'ancienne mino - l'A.G.E. de Rennes, contrairement peut-être à une certaine conception qu'on peut en avoir ne fait certainement pas exception à la règle - se sont trouvées, plus particulièrement ces temps derniers, en butte à de nombreuses difficultés essentiellement théoriques qui résident dans le problème de la signification politique possible des interventions syndicales que la direction de l'A.G.E. peut proposer dans les amphis pour les étudiants. A ce niveau, le problème de la nature de ces objectifs face aux réformes gouvernementales et le problème même de l'évaluation et de l'analyse de ce que sont ces mesures gouvernementales sont à nouveau à formuler et à reprendre.

Nous avons commis un certain nombre d'erreurs d'appréciation sur la nature des propositions et des réformes technocratiques et la nature de la technocratie qui pouvaient se manifester à l'intérieur de l'Université. Le Plan Fouchet, dans l'optique d'une recherche d'un modèle d'intervention ayant politiquement une signification, doit être réestimé dans l'ensemble même de l'Université, c'est-à-dire en prévision de la situation de crise qui pourra se produire à ce moment. Il est regrettable que le mode d'intervention que nous pouvons avoir ne soit pas en rapport avec certaines des formulations que nous avons proposées précédemment.

Cette situation est aggravée par le problème de la force du syndicat étudiant, de ses possibilités ou de son absence de possibilités.

.../...

C'est en tout cas ce que ressentent la plupart des délégués ici présents dans le contexte socio-politique. Il est exclu, dans la perspective d'une réévaluation d'un mode d'intervention possible sur les problèmes de transformation de l'institution universitaire de continuer à sombrer dans une optique plus ou moins contre propositionnelle qui ne nous ferait que répondre sur un certain nombre de questions techniques au pouvoir sur un terrain où lui-même entend justement simplement mener la lutte. Il convient de revenir à une réévaluation des contradictions de l'Université au niveau des problèmes épistémologiques et des problèmes pédagogiques qui résident en fait plutôt dans des problèmes de fonction économique de l'Université. A ce niveau, nous avons manqué et nous manquerons encore à l'avenir de perspectives syndicales valables sur le plan des mesures et des objectifs que nous devons préciser. C'est là déjà un premier exemple qui situe la gravité des questions qui doivent se poser à une certaine ou à une tentative de minorité de gauche à l'intérieur du syndicat ou pouvant se situer relativement spécifiquement.

Un autre exemple réside dans le processus pédagogique de mise en place de l'intervention syndicale. On a proposé jeudi un modèle d'action universitaire de base qui avait, à mon avis, une valeur dans une certaine perspective qui pouvait se comprendre et prendre sa véritable force et son sens politique qui n'était pas aussi ambigu que certains ont cru devoir le dénoncer à cette tribune et qui pouvait permettre les transformations de l'université que nous recherchions. Mais cette démarche positive du syndicat est, là encore, à reprendre, de même que les différents modèles d'intervention revendicative que peut se proposer la gauche dans le Mouvement et qu'elle a été jusqu'à présent incapable de mettre en place.

Il serait possible de trouver encore quelques exemples de cette nature tout aussi importants mettant on lumière le problème de la gauche, problème qui ne se situe pas en terme de dénonciation morale ou pseudo-politique, voire stalinienne faite par certains des membres de délégations ici présents.

Le texte des E.N.S. est d'ailleurs relativement faux sur le plan des concepts et de l'analyse de l'université parce qu'il reprend, en les schématisant, certaines formulations qui n'étaient pas tellement dogmatiques, même si elles en ont eu parfois le caractère, ce qui peut expliquer certains aspects de la situation présente. Les différentes A.G.E. doivent avoir continuellement présent 'à l'esprit', pour les perspectives que les uns ou les autres peuvent se donner sur le plan politique dans toute intervention future, ce type de recherche. Je ne pense pas qu'il puisse aboutir dans des délais raisonnables. Peut-être certains aspects des contradictions de l'université seront-ils accentués au cours de la rentrée prochaine et dans l'année suivante et permettront-ils une intervention politique au moins de type "agitationnel", qui donne la possibilité à cette minorité de mener un certain nombre de batailles idéologiques, mais ils ne se situeront pas -

encore une fois nous nous différencions de notre ami Péninou - en des termes de statuts, de contrôle étudiant éminemment abstrait et dont il est possible de voir l'impact qu'ils peuvent avoir sur les étudiants lorsqu'on considère la situation de la F.G.E.L.

Si nous ne devons pas "mythifier" sur l'ensemble de différentes A.G.E. anciennement mino et également sur Rennes, malgré le déplacement d'un nombre d'étudiants assez considérable dans les manifestations, Péninou devrait "mythifier" encore moins que nous sur les forces que sa fédération est capable de déplacer sur le plan parisien.

FROMENT (A.G.E.D.E.S.E.P.). - Il est des moments dans un congrès où il n'est pas facile d'intervenir parce qu'il n'est pas facile d'éviter une intervention style "morale" en disant : "nous, les purs, les honnêtes, nous nous sommes battus pour dire qu'il fallait une orientation au Mouvement que vous êtes en train de liquider ; constatez où nous en sommes", et de dénoncer toutes les pratiques qui ont eu lieu.

Il est facile de dénoncer en congrès des pratiques, mais il n'est pas facile d'intervenir à un tel moment parce que, comme l'a dit Péninou, les interventions auront toutes quelque chose de formel. Nous considérons que c'est ce qu'il y a de pire et que cela n'a pas d'intérêt. C'est le bilan de carence du Mouvement mais en effet, dresser un bilan de carence revient à faire le constat de l'échec de ce qui aurait pu être la tentative de poser le problème de l'orientation syndicale Lu Mouvement.

Je ne suis pas d'accord du tout avec Salmon. Je ne prendrai pas la défense des propositions de l'E.N.S. et de Lille et je n'interviendrai pas non plus sur un texte dont j'ai pris connaissance il y a un quart d'heure. Je suis très fatigué et ce n'est pas dans ces conditions que doit s'engager un débat sur l'orientation

Il est facile de venir dire ici qu'il est révoltant de présenter un texte de coalition et un bureau de coalition après les interventions qui ont eu lieu et après avoir refusé de poser le problème de l'orientation. Tout le congrès s'est passé comme si, pendant les huit jours qu'il a duré, toute une série d'interventions de différentes A.G.E. avaient demandé : "Faites une coalition sans principes, vite que nous puissions être mino", et maintenant que la proposition est faite, les mêmes proclament : "Vous voyez, ce sont des salauds ; ils ont fait une coalition sans principe". (Applaudissements sur divers bancs).

Qu'est-ce que cela veut dire ? A aucun moment ces gens qui se présentent comme la gauche syndicale n'ont essayé d'intervenir sur l'orientation et fait des propositions constructives. Là encore, cela est grave. Je ne veux pas avoir l'air de faire une intervention grandiloquente et théâtrale, mais il est vrai que nous assistons maintenant à la destruction de l'organisation syndicale, à la déliquescence.

.../...

Comment les présidents d'A.G. - que Péninou appelle le marais - peuvent-ils assister à un débat pareil où l'on entend dire :

"Nous avons une direction tout ce qu'il y a de plus catastrophique qui ne va pas tenir, qui n'est pas capable de diriger le Mouvement. Nous sommes mino et nous le resterons : nous ne ferons rien pour changer".

C'est ce que les minos ont fait ; jamais ils n'ont essayé de proposer une direction ou une orientation parce que ce n'est pas facile d'organiser des luttes. Il est plus facile de se présenter comme la gauche syndicale à partir de je ne sais quelle analyse et à partir de ce que Salmon a essayé de nous définir.

Lorsqu'il attaque le syndicat et lorsqu'il aborde le problème de l'intersyndicalisme, ce ne sont pas les directions syndicales que Salmon attaque, mais les organisations syndicales en tant que telles et c'est la destruction de ces organisations qu'il appelle. Quelle que soit la politique des directions syndicales, nous proposons l'intersyndicalisme, nous proposons la lutte parce que toute autre solution revient à ne pas vouloir faire de lutte syndicale. Mais qu'on le dise. Ils le disent d'ailleurs .... Ce qui est grave, c'est que les A.G.E. qui ont posé le problème de la préservation de l'U.N.E.F., quelle que soit la façon dont ils l'ont abordé - que ce soit avec un esprit conservateur ou un esprit de combat - n'ont pas réussi à clairement définir le problème de sauvegarde de l'intervention syndicale.

Richter a raison lorsqu'il dit que l'on va assister au repli sur elles-mêmes des A.G.E., avec cette nuance que ce n'est pas aussi simple qu'il veut bien le dire. Jusqu'à maintenant, nous avons bien fonctionné avec une direction nationale plutôt déficiente. Cela n'a pas empêché les A.G.E. de faire leur pratique.

Sur le plan d'ensemble de l'organisation, nous nous dirigeons de plus en plus vers une désorganisation totale du Mouvement avec des campagnes revendicatives qui nous font perdre un peu plus de notre audience. Dans ces conditions, je ne crois pas que l'on puisse dire que les A.G.E. vont essayer de reconstituer le Mouvement. Si, pendant toute une période d'obscurantisme, existait une organisation fédérative corporatiste où chaque A.G.E. établirait des pratiques qui lui seraient propres, quelle que soit l'orientation des A.G.E., la façon dont elles poseraient les problèmes, cela aboutirait à une action limitée au secteur particulier de chacune des A.G. et n'aurait rien d'une intervention syndicale.

Pour arriver à un résultat positif, il aurait fallu une direction nationale qui se serait posé le problème, non pas à partir de l'état dans lequel se trouvait le Mouvement, mais en essayant de définir une orientation majeure claire, nécessaire au Mouvement, peut-être pas la pratique dans tous ses détails mais avec une possibilité de mobilisation de l'action syndicale.

.../...

Il aurait fallu au moins poser les bases, les principes minimums, les axes à partir desquels il était possible d'engager cette réorganisation. Cela n'a pas été fait. On a au contraire engagé un congrès de mystification totale. On veut que l'organisation elle-même soit mineure, qu'elle devienne un club de recherche sur les problèmes universitaires ou je ne sais quelle organisation corporatiste telle que peuvent le concevoir certaines A.G.E. Mais le problème de syndicat de masse n'a pas été du tout posé. Cela est grave.

Nous ne pourrions pas voter le texte présenté par le Cartel E.N.S. Il serait long d'en donner l'explication. Sur le point de savoir si les E.N.S. et Lille sont intervenus d'une façon claire sur le problème de la direction posé dès le début de ce congrès, nous considérons que jamais, ni en commission universitaire, ni dans le débat, l'E.N.S. ne s'est vraiment expliquée sur ses divergences avec la pratique universitaire suivie. Ce n'est pas parce que le texte E.N.S. pose une détermination politique syndicale, une possibilité d'intervention politique limitée au soutien à la candidature Mitterand avec tout ce que cela veut dire, qui n'est en rien le problème d'un à priori politique du syndicat, qu'est posé le problème d'une analyse à partir d'une politique économique avec la possibilité de définir une orientation pour le Mouvement. Ce n'est pas une référence puisqu'il est écrit que le Mouvement tel qu'il est ne peut avoir cette pratique. On laisse aux organisations le soin de faire les interventions politiques : on leur apporte une force dans le cas où elles acceptent de discuter avec nous du programme universitaire, notre seule pratique possible étant une pratique sur l'université.

Il est écrit : "l'autonomie de l'Université n'est que relative", mais il en est déduit que la pratique ne peut être qu'une action sur l'université. Même si l'on pose le problème des organisations pédagogiques par rapport à la formation professionnelle, jamais on n'explique comment on peut agir sur les conditions et le contenu de l'enseignement autrement qu'en isolant les universitaires dans le cadre du champ clos de l'université. Quelles que soient les positions de Salmon et de Péninou sur la façon dont on agit sur le champ clos de l'université, le fait de concevoir les problèmes universitaires comme isolés conduit à l'absence totale de lutte syndicale du Mouvement étudiant indépendant. Dans cette mesure, le cartel E.N.S. ne se différencie pas de l'orientation universitaire si ce n'est sur des points comme la liaison avec la candidature Mitterand, point sur lequel nous ne sommes pas d'accord.

Nous ne demandons pas la liaison avec coalitions existant ou pas, ayant un programme ou n'en ayant pas. Si on discute du programme, pourquoi serions-nous intervenus, si le Ministre, qui avait un programme économique qui était un programme gaulliste, avait accepté d'isoler dans son programme des éléments que nous souhaitons. Ce que nous proposons lorsque nous posons le problème d'un à priori politique, c'est une liaison avec les luttes sociales en France, ce qui est différent.

.../...

On ne peut pas se battre maintenant, dans un débat d'orientation, sur la base du travail que le congrès a effectué. Lorsque Salmon dit aux E.N.S. : "Vous êtes les fossoyeurs du Mouvement", je dis "non". Ils participent, mais Salmon et Péninou et les autres drôlement plus !

TERREL (E.N.S.). - Nous avons assisté au début de ce débat d'orientation à une intervention terroriste de Salmon qui visait à faire un chantage à la "droitisation" du Mouvement.

L'introduction du texte que nous avons présenté posait un ensemble de problème sur lesquels la gauche syndicale aurait dû répondre. Nous avons insisté au cours de ce débat pour obtenir une réponse que nous avons déjà sollicitée aux J.E.S. Cette réponse, la gauche n'a jamais essayé de nous la donner. Salmon parle de blocage politique intervenu depuis Dijon dans le Mouvement. Il me semble que l'on devrait également poser le problème de la division de la gauche et de son incapacité à diriger le Mouvement à la suite des crises qui se sont succédées. Il faudrait que l'on nous explique la désaffection des militants d'A.G.E., des étudiants par rapport au type de projet syndical qu'on pouvait leur présenter. Il faudrait qu'on nous dise également, lorsqu'on nous traite de bradeur du Mouvement, quel genre de politique, autre que celle que nous proposons, pourrait être menée à l'heure actuelle. Il faudrait avoir le courage d'expliquer quelle analyse les minos faisaient de leur propre échec et quelle perspective leur ligne offrait au Mouvement. Cela n'a jamais été fait d'une façon claire.

La tendance mino a quelques excuses dans les réponses qu'elle apporte aux difficultés de sa pratique. Aux questions que le Cartel des E.N.S. avait posées, on a simplement répondu par un texte dont le titre significatif était le suivant : "le renversement des minos de gauche au Cartel des E.N.S. au profit du centrisme". Ce que nous propose Salmon, qui était apparent dans ce qu'il a dit et qui explique peut-être la violence de son ton, peut être dit clairement puisque tout le monde est au courant ; en fait c'est la reconduction d'une solution analogue à celle qui avait été choisie à Bordeaux.

Le Bureau National s'est expliqué suffisamment sur la pratique contradictoire qui a été la sienne pendant cette année pour que la reconduction d'une telle solution ne puisse être envisagée. La politique qu'a menée la F.G.E.L. au cours de ce congrès avait au moins une relative cohérence par rapport au projet qu'elle pouvait défendre, dans la mesure où elle prenait acte de son caractère mino dans le Mouvement et de son incapacité à l'heure actuelle à le diriger. Encore faudrait-il que la F.G.E.L. fasse une analyse de l'échec au niveau du Mouvement de la gauche syndicale, qu'elle nous explique pourquoi le modèle syndical qu'elle avait défini n'est pas opératoire dans l'état actuel des choses. Si cette analyse était faite, cela pourrait être très intéressant pour la Mouvement.

.../...

Je comprends moins la tactique qu'a adoptée la tendance mino au cours de ce congrès et l'attitude qu'elle a prise. Il faudrait qu'elle donne des explications à ce sujet, compte tenu du type d'analyse développé pendant toute l'année concernant la pratique du Mouvement. Peut-être le problème se pose-t-il en termes de solution bureaucratique envisagée par la tendance mino face aux menaces de sa propre liquidation. Un bureau national est plus qu'un conservatoire des tendances de l'U.N.E.F. Si le projet présenté avait un autre sens, une autre cohérence, il fallait qu'on nous l'explique.

On a mis l'accent sur le caractère droitier de notre tentative. Il faut se demander si l'incapacité de la gauche à développer des luttes de masse à sens politique clair, si l'incapacité de la lutte de la gauche au niveau national n'aboutit pas en fait à l'inverse de ce qu'elle recherche au moins dans ses déclarations révolutionnaires verbales et d'appel à la gauche telles qu'a pu les faire Salmon.

Le projet que nous proposons n'a pas un sens révolutionnaire ; c'est vrai. Nous avons le courage de le dire. Mais la transformation technique de l'Université est liée à une transformation radicale du système. Quelle que soit l'analyse qu'on puisse faire des forces politiques, c'est à ce niveau que peut se situer le champ stratégique permettant de résoudre le problème.

Nous ne refusons pas à ceux du syndicat de poser le problème. Quand Péninou dit que nous refusons de poser des problèmes autres que celui du champ autonome de l'université, il faudrait s'expliquer. C'est à ce niveau seulement que le syndicat peut mener une action autonome. Il peut s'inscrire dans le champ d'une lutte politique à condition qu'il ne le fasse pas en étant porteur d'une fusée stratégique comme s'il pouvait être une machine de guerre contre la problématique des forces démocratiques. Les objectifs que nous proposons au syndicat sont limités. Nous en sommes conscients. Ce travail limité du syndicat est indispensable. Il y a un choix à faire par rapport au projet contradictoire qui est celui de la gauche, qui voulait lui faire assumer le rôle d'une organisation de masse gardant une politique relativement démagogique par rapport à la masse des étudiants et lui faire organiser le combat révolutionnaire d'une minorité d'étudiants.

Nous avons fait un certain choix parce que ce projet est contradictoire, mais la pratique, même limitée, que nous pouvons avoir, n'est pas indifférente au travail politique qu'on peut faire.

Je ne reprendrai pas l'ensemble des analyses que contient notre texte dans la mesure où nous sommes expliqués pendant le congrès et où, depuis les J.S., nous avons proposé un centre de base pour l'orientation de l'U.N.E.F. En ce sens, il aurait fallu, pour que le débat s'engage à ce congrès, que la gauche syndicale, dans ses grands courants, élabore une critique de ce que nous avons fait par des textes et pas seulement par des interventions plus ou moins tactiques au niveau d'un congrès. A ce niveau, le débat aurait pu se dérouler.

Si nous sommes conscients du caractère limité de la tentative que nous pouvons mener, nous pensons qu'il n'y avait pas d'autre solution possible à l'heure actuelle pour l'U.N.E.F. C'est pour cela que nous avons préconisé ce type de solution.

SALMON (Rennes). - Le débat d'orientation, étant donné l'importance qu'il a pris, n'aurait pas été complet si les différents groupes qui ont eu prétention au pouvoir durant ces dernières années n'essayaient pas d'analyser les causes de leur échec.

L'intervention de Lemarc a pu corriger les interprétations fallacieuses que l'on pouvait tirer de mon propos.

Il y a eu échec du groupe mino. C'est un fait. Un échec patent, puisque le plan Fouchet va entrer en application à la rentrée et l'organisation ne s'est pas donnée les moyens de mener la lutte contre le Plan Fouchet. C'est une donnée qu'on connaît ici. A cet échec que l'on doit expliquer, il y a deux types d'explication. D'une part il y a eu incapacité de notre part à traduire au niveau des militants qui n'ont pas une formation politique suffisante, concrètement, au niveau de la pratique universitaire syndicale qu'ils devaient développer dans leurs amphes, ce que signifiait l'orientation universitaire que nous proposons. Cela s'est traduit d'abord au niveau de l'action universitaire de base dont nous avons souvent parlé, qui avait été lancée à Toulouse et qui a rencontré d'énormes difficultés. Il n'y a eu que des expériences limitées menées dans une ou deux A.G.E. minos.

Nous avons énormément "mythifié" sur la capacité du Mouvement à lancer dans les corps des expériences à un niveau "micro" qui pouvaient être significatives par rapport à un certain nombre d'exigences que nous avançons quant à la réforme de l'Université. Cela peut tenir à deux sortes de causes. D'abord à l'attitude systématique du corps professoral qui n'a en aucune façon recherché à faciliter le travail de remise en cause par l'U.N.E.F. de l'organisation actuelle de l'Université, en particulier des méthodes pédagogiques. C'est essentiellement sur les méthodes pédagogiques que pouvait porter ce type d'intervention.

Il aurait fallu essayer de poser le problème de contenu de l'enseignement. Or, les étudiants qui sont en train d'apprendre, n'ont pas pu acquérir au bout d'une année une capacité de critique vis-à-vis de cet enseignement. L'intervention sur le contenu de l'enseignement aurait dû être dirigée par des étudiants d'un niveau supérieur, au moins de troisième cycle. Mais l'organisation ne possède pas suffisamment de militants de ce type. Quelques A.G.E. minos seulement ont pu constituer quelques groupes dans certaines disciplines. Il n'a jamais été possible d'envisager leur extension aux autres A.G.E. qui professaient à l'égard des problèmes épistémologiques le dédain que l'on doit à des problèmes qui portent un nom un peu barbare.

Nous avons buté sur des difficultés beaucoup plus profondes qui tenaient moins à l'organisation, au corps professoral, au milieu étudiant. Nous avons buté sur un problème qui vient essentiellement de l'insuffisance du développement scientifique. En effet, en l'état actuel des choses, la pédagogie n'est pas une science. Quand vous parlez de pédagogie rationnelle, vous mystifiez l'ensemble du Mouvement. Il n'y a pas de possibilité de fonder une pédagogie rationnelle. Elle est une pré-science, en aucune façon fondée scientifiquement ; elle ne constitue en aucune façon un système ayant des fondements théoriques. La conséquence en est qu'au niveau de rationalisation, nous avons buté sur ce problème auquel n'étaient possibles que les solutions empiriques qui reçoivent automatiquement le désaccord du corps professoral toujours hostile à toute transformation de sa chère université libérale. Ce dernier s'est systématiquement opposé à quelque initiative que nous pouvions avancer, en particulier le développement du travail en groupe.

Les différentes campagnes de groupes de travail universitaire n'ont pas reçu un accueil chaleureux et même n'ont pas été approuvées par le corps professoral. Au mieux il a laissé faire en attendant que ces groupes de travail se cassent la gueule. Après plusieurs années d'expériences, ceci n'est pas arrivé. Mais, dans la mesure où la pédagogie n'est pas une science, nous avons buté sur l'hostilité du corps professoral qui nous a empêché d'envisager la moindre remise en question qui pouvait avoir son importance.

Sur les questions théoriques, bien que nous ayons des idées que nous avons cherché à développer, sur lesquelles on pouvait discuter et qui auraient pu servir de base, il est difficile de bâtir un système d'orientation qui corresponde véritablement à ce que nous voulons. On parle de dénoncer l'inégalité culturelle qui frappe les étudiants dans le processus actuel de sélection. On se heurte à un obstacle impossible à vaincre et nous ne disposons d'aucun moyen scientifique de réaliser l'orientation. Toutes les revendications butent sur les cycles d'orientation universitaire, non seulement au niveau de l'U.N.E.F. mais à celui des organisations dites démocratiques du plan Langevin-Vallon fondé là-dessus. On voit bien par le développement des C.E.S. et des C.E.G. que cette formule de tronc commun n'avait pas de véritable signification sociale et n'est pas la solution au problème.

Un deuxième type de problème est celui de la formation professionnelle. En l'état actuel des choses, il n'est pas possible de disposer d'informations sur les possibilités de formation professionnelle. Il n'y a pas de formule de division du travail dans l'industrie qui permette de définir d'une façon rigoureuse les problèmes de formation professionnelle. Que ce soit pour les enseignants ou pour les ingénieurs, on a recours à l'empirisme. Une démarche empirique à ce niveau se transforme en une démarche technocratique. Au point de vue épistémologique, c'est là que se situait le champ le plus riche pour l'intervention du syndicat, l'un de ceux sur lesquels les A.G.E. minos doivent essayer de centrer leurs interventions.

Il existe un certain nombre de possibilités au niveau de la critique épistémologique du contenu actuel de l'enseignement ; l'abstraction de ce type de problème, les connaissances théoriques qu'il exige de la part des militants ne permettent pas d'escompter son développement dans l'ensemble des A.G.E. et corps de France. Seules des A.G.E. disposant d'un certain potentiel de militants ayant acquis une formation théorique suffisante peuvent arriver à faire une intervention sérieuse sur ces problèmes de caractère épistémologique.

Nous nous sommes montrés incapables de traduire nos données théoriques dans des objectifs revendicatifs, car ceux que nous avons proposés n'avaient généralement pas de signification. Quelle est la signification pour les étudiants de la licence en quatre années ? Elle est extrêmement limitée. En ce qui concerne l'orientation universitaire, nous avons buté sur les problèmes pédagogiques, sur les problèmes de formation professionnelle, que nous n'avions pas la faculté d'épouser. Des revendications avaient un caractère plus marqué. Le rattachement des U.I.T. aux facultés après une année commune a une signification sociale et politique importante. Un certain nombre de revendications ont porté sur la rénovation des méthodes pédagogiques, notamment des modifications dans le système actuel de hiérarchie du corps professoral. A cet égard, le développement du travail en groupe au sein du corps professoral afin d'assumer collectivement la direction d'une section était un élément intéressant qui s'est heurté à la nécessité de combattre le corps professoral. Il en est de même des groupes de travail qui auraient dû constituer un élément intéressant au niveau de la rénovation. Le type d'objectif que nous pouvions proposer était valable pour certains mais présentait des difficultés pour d'autres et n'avait pas de valeur, pas de signification au niveau politique.

Dans ces conditions, j'ai parlé de la pratique développée à Rennes. Je pense qu'elle est due au type de direction de cette A.G.E. Le seul moyen pour réussir à développer l'orientation proposée est que, dans les différentes A.G. et au niveau national, existent des équipes de direction ayant les compétences théoriques et politiques leur permettant d'affronter les problèmes et de les résoudre. Cela a été le cas de Rennes. Nous posons concrètement le problème des rapports entre une avant-garde et la masse des militants dans une action de masse. Ce problème n'est pas résolu sur le plan national.

Une démarche de modèle stalinien qui peut se redévelopper dans le syndicat ne nous paraît pas fondée, car nous la jugeons profondément manipulatoire et mystificatrice par rapport aux masses. Elle ne permettrait de les mobiliser que sur des objectifs sans véritable sens politique. Exemple, l'échec des organisations dites démocratiques, en particulier de la C.G.T. et les conséquences que cela avait au niveau politique, sur lesquelles nous nous étions expliqués au moment de l'assemblée générale de décembre à propos de notre refus de soutenir la candidature de Mitterand.

Le problème posé était celui de notre volonté de redéfinir la conception de l'organisation de masse qu'est le syndicat. Nous voudrions que l'organisation de masse pose des problèmes qui ne soient pas élémentaires, au niveau du vécu, mais à un niveau plus complexe qui permette de saisir quelles étaient les déterminations de l'Université et peut-être, à travers cela, d'arriver à dévoiler devant le milieu par une pratique positive les contradictions du système capitaliste. Cette démarche ne pouvait pas réussir à moins que l'ensemble du Mouvement soit dirigé par des éléments qui aient cette capacité théorique et politique. Dans l'état actuel de lutte idéologique du Mouvement, c'est-à-dire de l'organisation politique en milieu étudiant, il n'y a pas de solution possible, car les organisations qui devraient former des militants ont renoncé délibérément à leur tâche, qui est d'organiser des luttes au sein de l'Université, pour chercher à intéresser les étudiants à des luttes externes à l'université dont le bien-fondé n'est en aucune façon prouvé et qui mettent en cause des valeurs morales qui font rigoler tous les étudiants dans un amphi.

Nous n'avons pas été capables de traduire concrètement ce que signifiait notre orientation et les étudiants n'arrivent pas à en saisir la signification politique malgré toutes les explications que nous avons tenté de fournir dans des textes qui exposaient nos théories. Dans ces conditions, notre orientation ne pouvait pas se développer.

Lorsque nous repensons au passé, nous considérons que le congrès de Bordeaux était joué d'avance. Avant le congrès de Bordeaux nous avons fait la carte politique et nous en avons conclu que nous étions battus. Pensant que nous allions être battus, nous n'avons tenté aucun compromis. Nous avons axé tout le monde - Lille, FGEL et d'autres A.G.E. - sur des thèmes différents parce que nous n'allions pas tenter de mettre en évidence devant tous les congressistes la signification politique de notre démarche tout en sachant très bien que la majorité des délégués ne pouvaient pas accepter ce type de démarche pour le syndicat. C'est ce qui s'est produit.

Dans la mesure où la démarche que nous avons défendue était la seule qui correspondait au Mouvement, l'autre solution a été de reprendre les analyses de l'autre courant qui prétendait dominer l'U.N.E.F., c'est-à-dire celle de la F.G.E.L. Ces analyses, parce qu'elles étaient fausses à mon avis, n'ont permis au Mouvement aucune tentative.

En face de cette situation, quelle a été l'attitude du Cartel E.N.S. ? Sa démarche a eu pour but de minoriser l'aile gauche du syndicat qui présentait en son sein des divergences importantes. Vous n'avez pas réussi à donner corps complètement à ce projet qui correspondait à une certaine réalité. Les analyses que vous avez présentées sont de caractère idéologique et ne recherchent en aucune façon à établir un statut théorique, et scientifique.

Quelle est la situation actuelle ? Le Mouvement est incapable de mener une bataille sur la réforme de l'Université, problème qu'il a été le premier poser devant l'opinion publique.

Que pouvait faire ce congrès ? Nous avons eu un certain nombre d'attitudes. Terrel a fait remarquer qu'elles n'étaient pas claires. Effectivement. Nous nous refusons à pratiquer une politique du style de celle que tu préconises. Nous nous sentons en rupture par rapport aux forces démocratiques et nous n'entendons pas cautionner leur politique. Le type de pratique que nous pouvons prétendre développer dans un certain nombre d'A.G.E. ne peut pas être celui de la majorité du Mouvement. Nous ne pouvons pas avoir la prétention de diriger le Mouvement. Ce n'est pas cela que nous cherchons à travers un certain type de solution.

Nous avons voulu enrayer la montée lilloise, car personne ne se fait d'illusions sur ce que sera la campagne de rentrée. On se battra sur la réforme de l'Université. Ce sera beau. Il y aura peut-être même une manifestation à Paris, mais le jour où les professeurs auront obtenu que les assistants ne soient plus contractuels, ce sera fini. Dans ces conditions, le danger est grand de voir les corps renoncer à leur action universitaire alors que le Mouvement depuis plusieurs années a mené la bataille là-dessus. La fuite vers toutes une série de problèmes de type culturel, des problèmes sociaux, internationaux sera la solution qu'adopteront les A.G.E. et les corps qui ne pourront pas tenter l'opération que nous allons tenter avec un certain nombre d'A.G.E. afin de maintenir un certain type d'intervention politique et syndicale dans le Mouvement.

L'A.G.E. de Lille est un danger pour nous. Elle est promue à un certain développement dans le Mouvement parce que le type de pratique qu'elle a réussi à conserver,, bien qu'elle le camoufle, est resté profondément ce qu'il était il y a plusieurs années, après septembre 1963. Nous ne faisons pas remonter l'orientation universitaire au congrès de Bordeaux mais au Bureau Mousel-Malrieu. L' A.G.E. de Lille a réussi à conserver un certain type de pratique authentiquement gestionnaire social-démocrate, parce qu'elle correspond à l'idéologie ambiante dans la région du Nord, du style de recrutement ouvrier. (Rires sur plusieurs bancs).

Le fait que la mairie de Lille soit S.F.I.O. n'est-il pas un phénomène du même ordre que celui de la composition politique de la mairie de Paris ? Le type d'intervention que développe la S.F.I.O. dans les municipalités avec un tas de réseaux, notamment les clubs Léo-Lagrange, les subventions, etc. finit par contaminer l'idéologie d'une ville et à y développer des représentations de type profondément social démocrate, qui ne peuvent en aucune façon s'accorder avec le type de projet que nous avons développé.

C'est une des raisons pour lesquelles l'A.G.E. de Lille avait une assise technique et gestionnaire solide. C'est à son honneur, car d'autres n'ont pas réussi. Elle a réussi à résister. Le type de pratique qu'elle a développée sera la solution que les A.G.E. et les corpos vont maintenant prendre. Nous avons essayé de lutter contre cela avec des moyens faibles. Cela dépendrait pour nous des accords passés avec un certain nombre d'A.G.E. du type de celles qui peuvent le suivre. Dans quelle mesure ces A.G.E. estiment-elles qu'on pouvait essayer de changer cette situation ? C'était une hypothèse. Nous n'avons pas l'intention de nous battre désespérément. Nous avons vu qu'à votre avis cela ne correspondait pas aux problèmes posés au Mouvement. Ce qui va se passer, c'est le développement d'un courant lillois dans le Mouvement qui nous placera dans une situation difficile. C'est pourquoi nous voulions l'éviter.

Le style d'intervention que pourront continuer à développer l'A.G.E. de Rennes et d'autres A.G.E. n'aura qu'un impact limité dans le Mouvement. La lutte que nous avons menée était une bataille politique contre Lille. Cela été clair tout au long des débats qui se sont déroulés ici. En fonction de l'échec de notre objectif, nous avons fait fait une tentative de reconversion. C'est un des choix politiques que nous avons envisagé. Dans la mesure où ce choix n'est pas possible, le seul est la direction Lille-E.N.S.

Ce projet de direction, nous ne le jugeons pas folklorique, mais dangereux. C'est pourquoi, nous avons tenté de l'enrayer. Il est dangereux, car, contrairement aux interventions de Richter et Péninou, nous ne pensons pas que cette direction soit faible. Nous pensons qu'elle correspond aux conditions objectives dans lequel est confronté le Mouvement. Aucun soutien à attendre, à l'extérieur, de la part des organisations démocratiques, à moins de se rallier à leur programme, ce qui signifie que tout notre projet de bataille de réforme de l'Université ne pourrait pas se développer.

Par ailleurs, il faut considérer l'état de crise actuelle. La solution politique que vous présentez est beaucoup plus réaliste que l'autre et ce n'est pas un hasard si elle triomphe ici. Nous pensons qu'il en serait ainsi, bien que nous ayons tenté de l'empêcher. Cette direction va transformer quelque peu le style de l'organisation du Mouvement. D'une part, elle va nous rapprocher des organisations démocratiques. Cela peut se légitimer par différentes raisons. Nous concevons fort bien que, parce que l'on considère qu'en dehors des forces démocratique, l'U.N.E.F., dans l'état de faiblesse actuel, ne peut que disparaître, il est nécessaire de la raccrocher aux forces démocratiques pour lui redonner un nouveau souffle et éviter qu'elle passe aux majos apolitiques, tendance qui représente la droite dans le syndicat, c'est-à-dire l'expression la plus claire du capitalisme en France dont les autres expressions ne sont que des expressions objectives dans le Mouvement ne correspondant pas à une volonté subjective de la part des militants. En dehors de ce choix de lutte que certains pourront faire pour enrayer la montée majo, il faut raccrocher l'U.N.E.F. aux forces démocratiques.

- 55 - C'est une démarche que nous contestons parce qu'elle repose sur une théorie que nous jugeons fautive, à savoir que les problèmes universitaires, de par leur relation avec les autres problèmes - par exemple le plan Fouchet avec le Vème Plan - ne peuvent être résolus que dans une lutte aux côtés de la classe ouvrière ? Or, nous estimons que cette lutte n'est pas possible dans les circonstances actuelles si nous voulons quelle ait une signification.

D'autres choix dépendront de l'attitude d'un certain nombre d'A.G.E. qui ont intérêt au développement de la solution d'un bureau Lille-E.N.S. Nous ne pensons pas que la direction que vous allez mettre en place soit une direction qui condamne le Mouvement. Vous ne liquidez pas le Mouvement. Vous liquidez la tentative d'organisation syndicale que nous avons essayé de lancer. Vous allez développer un autre style d'organisation étudiante qui posera des problèmes plus limités. C'est peut-être plus réaliste. Vous chercherez à soutenir systématiquement les forces démocratiques. C'est un choix que l'on peut faire.

Quelles en seront les incidences ? Les organisations démocratiques auront-elles la capacité de soutenir ce Mouvement ? Elles sont faibles. La crise qui a secoué les deux organisations qui ont, dans le passé, représenté un potentiel de militants pour l'U.N.E.F. prouve que le problème ne peut recevoir de solution qu'à un niveau politique, au niveau d'une résurgence d'un style de lutte contre le gaullisme, pouvoir personnel, c'est-à-dire contre De Gaulle lui-même, car l'essentiel est de "vider" de Gaulle ; après on verra. Il est possible que des luttes de ce genre, en faisant appel à la sentimentalisation du milieu, puissent se développer. Je ne dis pas que cette ligne soit mauvaise ; je dis qu'elle ne nous intéresse pas, que nous n'avons pas à y participer.

J'ai fait un distinguo entre votre attitude et l'attitude de Lille parce que je vous prête un certain nombre de "pré-supposés" politiques sur lesquels je me trompe peut-être. Mais si ces "pré-supposés" politiques sont exacts, vous courez à un échec, vous, E.N.S., mais non pas l'ensemble des autres A.G.E. Tout le monde le sait, la pratique des E.N.S. - j'en parle en connaissance de cause - est une pratique très particulière. Vous n'avez en aucune façon à répondre aux problèmes qui se posent à la masse des associations de province.

Voilà pourquoi, à notre avis, nous avons échoué, pourquoi Rennes et d'autres A.G.E. ne peuvent choisir qu'une solution à moyen terme que le syndicat n'arrivera peut-être pas à développer mais sur laquelle il faudra essayer de travailler. Nous pourrions essayer de préciser notre statut dans le Mouvement. Ce qui se passe ici est incohérent.

Terrel a qualifié mon intervention de terroriste. Elle est un constat d'échec d'une volonté politique que nous ne pouvons développer dans l'ensemble des A.G.E. mais que nous essaierons de développer minoritairement. Ce n'est pas une attaque contre des A.G.E., les préoccupations de la direction de ces A.G.E. Pour un certain nombre de considérations d'ordre politique, il faut bien le dire, le type de pratique qu'elles peuvent développer ne nous intéressent pas, ne nous concernent pas. La seule solution qui reste aux quelques A.G.E. qui peuvent, autour de Rennes, tenter de développer une intervention sur les problèmes universitaires est la solution mino. Vous êtes le choix du congrès ; vous êtes la signification politique de ce congrès. C'est ce que nous avons voulu démontrer.

GAY-BELLILE REMPLACE GODIN A LA PRESIDENCE  
-----

VANDENBURIE (Lille) - Je veux poser une question à SALMON : pourrait-il expliquer, d'après la théorie qu'il a développée, pourquoi la mairie de Rennes est M.R.P. et celle de Nice U.N.R. ? (Exclamations et rires sur de nombreux bancs)

Les interventions de PENINOÛ et de SALMON ne nous ont pas étonnés. Ils ont réédité toutes les injures formulées à notre égard : gestionnaires, néo-majos, centristes, empiristes, socio-démocrates, stalinien, etc. Aujourd'hui, PENINOÛ nous en a appris une nouvelle : nous sortons du marais. Je préfère sortir du marais que de faire du terrorisme verbal sur les A.G.E. qui éprouvent de réelles difficultés à se situer l'intérieur du syndicat.

Je ne parlerai pas seulement au nom de Lille, mais au nom de toutes les A.G.E., qui sont je crois la majorité, qui ne sont pas intervenues au cours des débats de ce congrès.

Que dire de l'attitude de toute la gauche ? Que signifie la volonté de dénaturer la démarche syndicale qui est la nôtre ? On parle à priori sans chercher à vérifier ce qui s'est passé. A croire les interventions et les accusations formulées contre nous, nous serions tentés de penser que nous avons falsifié l'intervention syndicale et que nous avons frustré les étudiants du véritable sens de notre action. Je demande des preuves et qu'on m'explique pourquoi on nous accuse d'un tel rôle. Qu'on nous prouve que nous avons eu des intentions différentes lors des campagnes revendicatives de celles de la gauche alors que les plate-formes et les moyens que nous utilisions étaient les mêmes. Chacun peut le constater. Jamais nous n'avons dénaturé les plate-formes syndicales du Mouvement. Pourquoi pensez-vous qu'il y ait une différence de sens entre les 5.000 étudiants que Lille a mis dans la rue il y a un mois et les huit jours de grève alors que la plate-forme revendicative que nous avons adoptée lors de l'assemblée générale de février était rigoureusement celle du Mouvement et n'a pas été dénaturée et que nous avons cherché à dépasser par notre analyse politique les six points de la campagne revendicative.

Que l'on ne nous dise pas que nous avons été les "soldeurs" du Mouvement et ces néo-majos qui ne font que gérer des restaurants, organiser des bals, etc. Qu'on prenne au sérieux le travail qui a été fait. Ce n'est pas parce que les moyens sont différents que l'on peut nous

.../...

accuser de tous les péchés du monde. Je demande des preuves que Lille et toutes les A.G.E. qui sont d'accord avec nous actuellement ont trahi le Mouvement depuis que les mins ont pris la direction au syndicat, en 1956, depuis la guerre d'Algérie, depuis même la transformation du syndicalisme en 1963. Qu'on nous prouve que nous avons été ces néo-majors que vous nous accusez d'être.

Il serait malhonnête de ma part de dire que toute notre attitude a été claire dans les différents congrès, uniquement dans ce congrès qui, du point de vue politique et, de l'analyse syndicale, ne nous a strictement rien apporté, si ce n'est des indications sur la façon de manipuler les choses. Nous reconnaissons que notre analyse syndicale, notre démarche syndicale, qui n'est pas qu'une pratique, a peut-être été exprimée d'une façon ambiguë et peu explicite à l'intention de tous les militants ici présents. Cependant, toutes les interventions syndicales de notre A.G.E. ont toujours eu pour référence les options fondamentales du syndicalisme tel que vous l'avez défini. En ce sens, je ne pense pas que l'on puisse nous accuser d'avoir été des néo-majors. La preuve en est que, même s'il y a eu des divergences avec la gauche essentiellement quant au rôle du syndicat et aux moyens qu'il doit utiliser pour faire passer ses mots d'ordre, il n'y en a jamais eu sur la finalité du syndicat et la transformation de l'université en université démocratique en référence à une transformation de la société capitaliste.

Ces accusations qui ont été portées contre nous sont une falsification de notre attitude et ne sont pas sérieuses de la part de ceux qui les ont formulées. Lorsqu'on assiste à un regroupement, à un rapprochement de tendance entre les E.N.S. et différentes A.G.E. dont nous ne sommes pas les seuls porte-paroles, il est malhonnête de venir maintenant le limiter parce qu'il gênerait cette gauche qui a constaté son échec, alors qu'elle a tout fait pour que ce regroupement existe. Je crois d'ailleurs qu'il ne s'agit là que d'un rapprochement. Je me propose ultérieurement de prouver qu'il existe un certain nombre de divergences, qui ne sont peut-être pas fondamentales, mais qui sont essentiellement dues à l'incohérence du système présenté par le cartel E.N.S. Néanmoins, nous sommes d'accord avec l'E.N.S. sur les principales acceptions et nous n'entendons pas, sous la pression de certaines interventions, faire échouer notre entente.

DEBOUT (Lyon) - On a tendance à caricaturer ce qui se passe. On dénonce l'existence d'A.G.E. du centre que l'en appelle "marais" en ajoutant qu'il y a heureusement une A.G.E., le cartel E.N.S., qui a rédigé un texte susceptible d'être repris par ces A.G.E. parce qu'il est insignifiant. Une majorité va se dessiner sur la base d'un texte qui peut être une théorie acceptable. C'est un peu gros !

.../...

Je remercie les intervenants de la gauche syndicale qui ont consenti à dire que, s'il y avait crise dans le mouvement, ils en étaient en partie responsables.

On nous qualifie de centristes apolitiques néo-majo, etc, pendant que d'autres se disent de gauche. Je dis qu'ils ne sont pas de gauche parce qu'il aurait fallu qu'ils présentent un projet politique qui soit compris clairement par la masse des étudiants, ce qui n'est pas certain (Rumeurs). Il n'est pas prouvé que la masse des étudiants a compris le projet politique de la gauche. En cela, je ne pense pas qu'elle ait proposé au mouvement une ligne de gauche. La preuve en est que, alors que SALMON dit que, sur la base de son intervention permanente, il a pu mettre 5.000 étudiants dans la rue, la question avait été posée en commission universitaire lors de la discussion concernant cette manifastaon n'aurait pas un caractère socio-démocrate tel que pourrait l'appeler SALMON lui-même.

J'aimerais que la gauche m'explique en quoi son type d'intervention est de gauche. Cela n'a jamais été démontré. Le cartel des E.N.S. en ce sens accepte les réalités objectives dans l'intervention syndicale. Mais il ne suffit pas d'avoir la volonté de faire un syndicat. Il y a des caractères objectifs du milieu étudiant des partis démocrates. Les interventions de la gauche nous ont montré que cette intervention syndicale ne peut pas être n'importe laquelle.

Sur le fait que le cartel E.N.S. accepte les limites qu'il constate, je suis d'accord. Je ne pense pas que ce soit un recul droitier par rapport à ce qu'a pu faire la gauche.

ROSTAIN, Secrétaire Général de l'U.N.E.F. - Il est important d'insister sur un certain nombre de faits qui ont déjà été signalés dans quelques interventions mais sur lesquels on n'a pas mis assez l'accent.

En premier lieu, tout au long de l'année, la direction nationale, alors mine dans le mouvement et chacun le savait, a préparé le type de direction qui sort de ce congrès. La direction nationale a préparé essentiellement ce que l'on peut appeler à juste titre une politique centriste, voulue et approuvée par le Mouvement, il faut s'en souvenir, mais aussi imposée par lui parce que la conjoncture actuelle l'exige. Elle l'a préparée par une intervention visant à permettre ce que je pourrais appeler une minorité possible, car je ne crois pas qu'il faille aller plus loin dans les termes, fondée sur les analyses de la gauche universitaire et lui permettant de se situer réellement dans le mouvement.

.../...

Il est important de se dire que la réalité du Mouvement exige une direction adéquate, une politique adéquate à ses besoins, et non pas une politique qui soit faite par d'autres que ceux qui l'exigent, par d'autres que ceux qui la fondent. Ce n'est pas le cas cette année.

D'aucuns se sont demandés si l'E.N.S. allait échouer. Le résultat sera un test sur les fondements du type de syndicalisme qu'ils proposent, sur la validité théorique du texte soumis à l'assemblée générale et sur la solidité vis-à-vis de l'utilisation possible de leur politique par les forces démocratiques. Il s'agira de voir comment le Mouvement, face aux échéances qu'il va rencontrer l'année prochaine, que ce soit au niveau universitaire, au niveau du plan Fouchet ou au niveau de la situation politique générale et des élections législatives, réagira et quelle utilisation sera faite de cette politique par les forces démocratiques.

L'ambiguïté sera tranchée d'une façon positive ou négative par cette politique, par la façon dont elle sera suivie. L'important sera de lever ces ambiguïtés qui pèsent sur ce congrès du fait du silence du texte des E.N.S. sur certains points et de ses lacunes.

Si, depuis un an, des membres du B.N. ont participé à ce mouvement qui préparait le départ de la gauche universitaire de la direction nationale, ce n'est pas pour la reprendre quelques mois plus tard ou pour abandonner le type de travail ou de problématique qui avait été la base de notre intervention lorsque nous étions dans des A.G. d'étudiants ou lorsque, à la direction nationale, nous essayions d'analyser la réalité du Mouvement et notre place dans le Mouvement. Nous savons que les diverses interventions qui ont pu se produire ici ou dans les commissions comportent des lacunes. Certaines de nos analyses sont critiquables et ont besoin d'être revues et envisagées concrètement face aux échéances de notre pratique syndicale et de notre activité dans les A.G.E. Dans ce cadre s'insère le débat sur les raisons qui ont amené la direction à se séparer de la gauche universitaire, le seul point de vue commun s'étant manifesté clairement sur l'impossibilité d'une organisation du type de celle que nous avons envisagée.

Il n'est pas utile de revenir sur ce qui a été dit en ce qui concerne le point de vue de minorisation nécessaire pour ces associations générales. Il est important par contre de voir la nécessité du type de direction proposé. À l'heure actuelle, voulu par la majorité des cadres militants des corps, tel qu'il a pu se manifester cette année, voulu par la majorité même des militants de ce congrès, dans la mesure où leur pratique ne se différencie pas du type de politique proposé par le groupe d'A.G.E. qui a déposé ce texte.

.../...

Les E. N. S. font ce pari de pouvoir développer dans le Mouvement une ligne générale dont je pense que son ambiguïté appelle le type de coalition proposé. Il est vrai, Terrel, que peu d'autres lignes nationales peuvent être proposées à l'heure actuelle. Mais c'est parce que nous pensons que cette ligne proposée par les E.N.S. ne permet pas d'atteindre d'une manière décisive les objectifs que les E.N.S. semblent se fixer eux-mêmes qu'il ne nous est pas possible de rester à la Direction nationale. Si ces objectifs, ce type de syndicalisme ne sont pas eux-mêmes déviés par l'ensemble de la pratique du Mouvement, s'ils n'arrivent pas à se hiérarchiser, je ne pense pas qu'ils puissent progresser. La panoplie des mots d'ordre du syndicat ne suffit pas. C'est le mode de lutte, le mode d'organisation, le mode de réalisation que le Mouvement va se donner vis-à-vis des forces politiques extérieures qui est déterminant et qu'il faut souligner.

Mon expérience à la Direction nationale cette année m'a confirmé dans cette double analyse de l'évolution du Mouvement tel qu'elle se précise à l'heure actuelle et de notre place dans le Mouvement. En ce sens, on pourrait expliquer l'ambiguïté, les contradictions qui pesaient et qui se dégageaient du rapport moral que le B.N. a déposé au début de ce congrès. Ce rapport moral était fondé sur nos analyses et aussi sur ce qu'avait été notre pratique cette année, pratique que le Mouvement avait exigé de nous. En ce sens, il a permis d'éclairer une certaine partie du congrès.

Je ne veux pas légitimer toutes les fautes que contenait ce rapport, ses insuffisances. Mais, il faut le dire, le rapport moral et l'ensemble des intervenons du B.N. ont présenté une certaine utilité. Il visait à faire éclater cet écran qui masquait la pratique du Mouvement et à aider les associations générales qui n'arrivaient pas à situer cette pratique. Il faut que ces A.G.E. se rendent compte que le courage dont les E.N.S. ont fait preuve dans cette tentative ne suffit pas. Ces A.G.E. qui font partie de la coalition, de la majorité, sont avant tout responsables de l'évolution du Mouvement et de ce qu'il fait ou fera. En ce sens il était normal, légitime de se poser le problème de leur participation à la direction nationale de façon "hégémonique" et non de façon partielle, limitée ou même de façon nulle lorsqu'il s'agissait d'un soutien à la majorité dirigée par la F.G.E.L. Une majorité nouvelle se manifestait déjà l'année dernière, mais que maintenant nous pouvons concrétiser. Cela est important tant pour les A.G.E. de la majo que pour le Mouvement et les A.G.E. de la mino, de la nouvelle mino, dans la mesure où elle-même se trouve dans une situation profondément ambiguë et contradictoire de par l'impuissance ou l'absence de volonté de ses A.G.E.

.../...

Je souligne qu'en un certain sens le débat actuel lève des ambiguïtés. Il ne lève pas toutes celles de notre analyse. Nous aurons à les affiner, à les approfondir, surtout au travers des critiques des associations générales qui s'inséreront de façon mineure dans le Mouvement. Mais nous aurons à les prouver au niveau où nous pourrons, car, Froment, faire passer une orientation, c'est avant tout la fonder d'une façon militante, pratiquement, politiquement et non pas simplement par des votes. Nous avons voulu le manifester au cours de ce congrès et c'est important.

LE PRESIDENT - D'autres A.G.E. désirent-elles intervenir ?

Avant de passer au vote, je donne la parole à DE PALMAS pour une explication de vote.

DE PALMAS (A.C.E.S.) - Cela va très vite au cours de ce congrès. C'est heureux, car il y a une accélération dont on devrait se réjouir vers un sens où la clarté totale se ferait si l'on ouvrait maintenant le congrès de l'U.N.E.F. Cependant, il faut être logique. C'est là où Salmon n'est pas raisonnable parce que, au nom même de la pédagogie de l'action qu'il avance, il est nécessaire de laisser un certain temps pour que s'installe une réflexion au niveau de toutes les A.G.E. qui permette que tous les vrais problèmes soient abordés.

En ce qui concerne le rapport moral que le B.N. présente, je pense que personne ne peut être satisfait. Cependant, étant donné les tâches auxquelles le syndicat a à faire face, nous trouvons extrêmement courageuses les décisions que viennent de prendre certains délégués ici présents. Mais nous ne voudrions pas faire croire que nous avalisons toutes les positions développées dans ce texte sur lequel nous n'avons pas pu nous étendre parce que -je pense que Salmon sera d'accord avec moi - il est nécessaire de ne pas aller trop vite pour que le mouvement puisse d'une manière homogène et complète prendre le sens de l'orientation nouvelle que l'U.N.E.F. est en effet en train d'avaliser.

Le vrai débat se situe entre Terrel et Salmon, et entre Salmon et moi, mais dans un rapport moindre. Au cours des prochaines assemblées générales nous aurons à nous en expliquer.

.../...

Si je respecte le fait qu'il faille reporter cela aux autres assemblées générales, c'est que je pense, comme je l'ai dit, qu'il faut en tenir compte pour qu'une réflexion plus poussée s'installe après la rapidité avec laquelle ils se sont posés ici même.

L'alliance Lille-E.N.S. est assez contre nature dans la mesure où Lille ne s'est pas exprimé clairement par rapport au texte E.N.S. d'une part, par son silence d'autre part, et surtout par la position que vient de prendre Vandenburg qui a démontré que Lille était corporatiste. C'est pourquoi cette alliance me semble contre nature. Mais ceci n'empêche pas que je trouve essentiellement et surtout courageuse la décision qui vient d'être prise par l'A.G.E. de Lille.

En effet je voudrais savoir ce que certains entendent par corporatisme et au nom de quoi ils le condamnent. L'U.N.E.F. actuellement a besoin d'une manière évidente d'une A.G.E. comme Lille tout en sachant que Lille ne résout pas les problèmes dans leur vrai contexte qui est le syndicalisme étudiant. Je propose de le poser sur ce plan aux prochaines assemblées générales.

Si maintenant la position de l'A.C.E.S., des majos, ne paraît pas claire, je vous en prie, ne la jugez pas dès à présent, car vous n'êtes pas en mesure de le faire étant donné que tous les éléments n'ont pas pu être dévoilés. Salmon a voulu le faire, mais il l'a fait trop vite, car cela nécessiterait l'ouverture maintenant du congrès de l'U.N.E.F. C'est pourquoi nous ne pouvons pas avaliser ce texte, car il exigerait qu'un débat sincère s'instaure entre Terrel et Salmon.

L'A.C.E.S. avant que Sciences Po prenne position s'abstiendra sur ce texte d'orientation.

FROMENT (A.G.E.D.E.S.E.P.) - Vous assistez - on l'a dit déjà plusieurs fois - à une entreprise de destruction de l'organisation syndicale par les mêmes gens qui veulent syndicaliser le Mouvement étudiant. En effet, toute une série de secteurs ont été bradés, toute une série de mesures allant dans le sens de la suppression de toute activité de l'U.N.E.F. au bénéfice de la seule orientation vers le travail de recherche de réforme universitaire ont été proposées. Les mêmes courants, qui ont poussé à la direction ce qu'ils appellent les A.G.E. centristes E.N.S. Lille, interviennent pour leur couper les jambes en expliquant que ce sont les minos et qu'il n'accepteront pas de participer au B.N.

.../...

DE PALMAS a eu raison de dire dans son intervention que le dialogue allait se passer entre Terrel et Salmon d'une part et lui et salmon d'autre part.

Si vous acceptez ce qui se passe actuellement, vous aurez une direction tout ce qu'il y a de plus droitière dans le Mouvement, si ce n'est sur un point, celui du soutien politique aux forces démocratiques, qui, lui, va dans le sens encore plus accentué d'une impossibilité d'organiser des luttes. Vous êtes en train d'assister, ou de participer de la part de certaines A.G.E., à la destruction de l'organisation syndicale.

En acceptant - quelles que soient leurs intentions et leurs raisons, même si elles sont extrêmement graves - de diriger le Mouvement, les E.N.S. posent mal le problème qu'il fallait poser en termes d'orientation, de redressement du Mouvement. Nous avons essayé de le faire. L'erreur que nous avons commise a été d'intervenir uniquement sur l'orientation sans essayer d'engager un dialogue - difficile à engager par la faute encore de ceux qui maintenant essaient de pousser cette direction - portant sur l'orientation et de dégager les facteurs de redressement du Mouvement.

Nous refusons de participer à cette entreprise de destruction de l'organisation syndicale. Pour cette raison, nous avons présenté, au début du débat sur l'orientation générale un texte que nous maintenons, signé par trois A.G.E. - Rouen, Nancy et A.G.E.D.E.S.E.P. Ce n'est pas une façon de nous dédouaner en disant: "Nous sommes des purs, nous sommes des propres", mais nous pensons avoir envisagé le problème clairement et nous voulons défendre le syndicat en défendant le potentiel de luttes revendicatives que l'U.N.E.F. représente parce que c'est le seul canal contre les attaques du pouvoir.

Personne n'a parlé de l'orientation revendicative. En effet, si le texte proposé permet la rigueur de savoir si le courant universitaire aura la teinte Salmon-Péninou ou la teinte E. N. S., il ne donne pas une orientation permettant de décider une action revendicative pour le Mouvement. Nous considérons qu'il est nécessaire de présenter une orientation ; c'est donc cela que nous présentons. Nous pensons que le recul du Mouvement, qui est effectif, est le reflet du recul de l'ensemble du mouvement ouvrier face aux attaques du gouvernement qui tend détruire les organisations ouvrières. Lorsque Péninou parle de rapport de forces, il ne sait pas ce que c'est. Ce

.../...

n'est pas psychologique de poser le problème du recul d'une organisation syndicale. Il s'agit surtout de le porter sur le plan de l'intervention. Nous l'avons fait pendant le congrès. C'est ce que le A.G.E. ont refusé de faire, soit inconsciemment de la part de celles que Péninou appelle le "marais", qui n'ont pas compris à quel point le problème se posait d'une façon aiguë, soit consciemment de la part d'autres A.G.E. qui ont refusé de le poser. Si ce débat avait eu lieu plus tôt, il aurait été possible de l'engager, autrement, sur le plan de l'orientation. Dans les deux cas, cela aboutit à la déliquescence du Mouvement.

Face à ce qui se passe, il y aura la création d'une tendance anti-corporatiste. La prochaine fois, on nous expliquera que personne d'autre que les minos n'est capable de diriger le Mouvement. Ou on laisse le Mouvement aux majos ou on détruit l'organisation syndicale et on la transforme en autre chose. Face à ce dilemme, la seule solution pour ce congrès est d'adopter une tendance corporatiste.

Nous maintenons notre texte et nous voterons contre le texte présenté par le cartel E.N.S.

PENINOU (F.G.E.L.) - Le vote de la F.G.E.L. ne sera une surprise pour personne. La majorité qui se dégage est bien celle que nous attendions de ce congrès, mais les divergences très graves qui nous opposent au texte des E.N.S. se placent sur l'action revendicative qu'adoptera le syndicat cette année.

Par ailleurs se pose le problème auquel a fait allusion le représentant de l'A.G.E.D.E.S.E.P., celui de la signification de la nouvelle majorité. En ce sens, son intervention est essentiellement contre les tenants de la gauche syndicale ; nous serions les "universitaristes" liquidateurs. En fonction de cela et des débats très réalistes qui ont eu lieu dans ce congrès, les divergences que nous avons avec la majorité qui se dégage sont assez claires pour que l'opposition sur l'orientation se manifeste d'une façon abrupte au niveau d'un vote du rapport d'orientation.

.../...

La F.G. E. L. émettra un vote négatif. Cela ne signifiera en aucun cas que notre Fédération, à partir de demain matin comme par enchantement, fera une opposition violente et brutale à toutes les initiatives de la direction nationale. Dans une ligne différente de celle qu'a défendue Salmon, la fédération restera dans la mine en fonction des analyses qui l'ont conduite à faire ce choix sans concession à aucune tactique durant le congrès.

Il faut essayer de procéder à une remise à jour de ses options théoriques. Le vote de la F.G.E.L. sera négatif; car nous tenons à nous opposer à la signification que revêt le vote de ce rapport d'orientation, mais il ne marquera en aucun cas une volonté de rupture totale avec le bureau, une volonté de lutte systématique à l'intérieur de l'appareil. Ce n'est en effet pas la tâche prioritaire de notre Fédération qui doit se tourner essentiellement vers elle-même, vers ses propres problèmes, vers son orientation, vers la redéfinition de son orientation à la base.

SALMON (Rennes) - Après les interventions de Michel Lemarc et les miennes, la façon dont nous jugeons l'évolution du Mouvement et la signification du congrès est suffisamment claire. En l'état actuel des choses, le groupe mine n'a pas la capacité de proposer au Mouvement une ligne de rechange par rapport à celle qui est présentée. Du point de vue des solutions non seulement bureaucratiques possibles dans ce congrès, mais de celles susceptibles de permettre à un certain nombre d'A.G.E. et corps de ne pas disparaître dans une crise qui ne les mènerait nulle part, la seule solution finalement valable est la solution E.N.S.-Lille.

De notre part, un vote négatif serait sans signification. Il n'aurait de sens que si nous avions une orientation suffisamment élaborée et adéquate à la situation actuelle pour qu'elle puisse être présentée concurrentiellement à une orientation qui est applicable. Le type d'orientation que nous préconisons ne peut être que minoritaire dans le Mouvement. Dans ces conditions, cela serait intervenir dans un débat en profitant d'un certain nombre de règles afin de fausser la signification du scrutin. Là n'est pas le problème du congrès, sa signification. Si un certain nombre d'A.G.E. ne sont pas suffisamment convaincues, nous pourrions, si nécessaire, réexpliquer cela en reprenant un certain nombre de thèmes que nous avons développés tout à l'heure.

.../...

L'A.G.E. de Nice et celle de Rennes ne prendront pas part au vote estimant qu'elles ne sont pas à même, étant donné la situation, d'intervenir dans les débats d'orientation du 'Mouvement dans la conjoncture actuelle.

TERREL (E.N.S.) - Je tiens à donner deux Précisions au non des A.G.E. qui ont déposé le texte en discussion

1°) Nous voterons bien

2°) Si le vote qui va avoir lieu est tel qu'il aboutit à faire des majos l'arbitre de la situation, nous n'accepterons aucune responsabilité à la direction nationale.

DEBOUT (Lyon) - L'A.G.E. de Lyon soutiendra le texte proposé, non pas parce que nous sommes dans le "marais ou le marasme d'où seuls les E.N.S. peuvent nous sortir, mais parce que le texte proposé correspond au vues de notre syndicat. Dans la mesure où il accepte de voir les limites objectives, ce texte est réaliste et l'A.G.E. de Lyon émettra un vote positif.

FABRE (Bordeaux) - Nous ne sommes pas intervenus au cours de ce débat, mais nous avons soulevé quelques points fondamentaux dans les discussions qui ont eu lieu en commission.

Nous avons en particulier essayé de définir un secteur social pour qu'il y ait une orientation valable. Aucune réponse n'a pu être donnée. Le congrès n'a même pas repris l'essai de définition.

Sur le secteur international, nous avons essayé de définir une pratique constante à la base sur ces problèmes afin de remédier à l'absence de débat contesté dans la commission.

A la commission universitaire, nous avons posé les problèmes des rapports entre ce secteur et les autres, en particulier le culturel.

Je préciserai ce que l'A.G.E. de Bordeaux entend par intervention syndicale. A notre sens elle doit répondre aux attaques et dévoiler les conditionnements mis en place par le gouvernement

au niveau des conditions de vie et de travail des étudiants. L'intervention doit se développer à ces deux niveaux. La prise de conscience des étudiants et même de certains syndicalistes ne se fait que dans un climat de revendications.

En ce qui concerne le syndicalisme, nous nous rapprochons, du point de vue des ouvriers et des forces démocratiques, des positions exposées par certaines A.G.E. dites minos. En ce qui concerne les professeurs, nous reprenons les positions de la F.G.E.L. dans un système dont par ailleurs nous n'approuvons pas les positions politiques.

Le texte E.N.S. utilise des outils inopérants pour une pratique universitaire. Il ne fait aucune analyse politique de la possibilité de l'intervention du syndicat. De même, il y apparaît une grande confusion sur l'intersyndicalisme qui se réduira à des alliances tactiques qui édulcoreront les revendications de l'U.N.E.F. et entraîneront un début de social-démocratisation. D'autre part, un texte d'orientation générale ne peut absolument pas se fonder simplement sur un secteur universitaire malgré la proximité de la réforme Fouchet.

En ce qui concerne la tactique du congrès, nous déplorons l'attitude d'un certain nombre d'A.G.E. Etant donné notre pratique, nous ne pouvons pas cautionner la montée centriste qui se dessine. Il se peut que ce soit à l'heure actuelle la seule possible. C'est ce qui justifie notre "ne prend pas part au vote".

BASSET (Besançon) Besançon fait partie de la masse des A.G.E. qui n'ont pas de projet politique défini et qui, à ce titre, constitue le marais.

Cependant, il est clair j'espère que les interventions que j'ai pu faire soit en commission, soit en assemblée générale, ont marqué nos réserves sur la position d'un cartel E.N.S. En particulier, j'ai dénoncé des ambiguïtés graves au niveau de la conception du syndicat de masse et du relais politique. Le problème est bien moins de poser en termes de droit, comme le fait l'E.N.S., l'impossibilité d'un à priori que le problème de sa politique. Le problème mino est son incapacité à présenter des objectifs clairs pouvant être perçus à l'issue d'un exposé pédagogique.

A la conception du relais politique préconisé par l'E.N.S., Besançon oppose une autre conception, celle de l'autonomie politico-syndicale du syndicat, à savoir que le préalable à toute action syndicale et intersyndicale est la nécessité que soient compris, à travers toutes nos interventions et nos revendications, le fonctionnement et les structures du système dans lequel nous vivons. Il y a des difficultés inhérentes à toute organisation syndicale qui essaie de poser les problèmes à leur échelon et, à ce titre, comme l'entend l'E.N.S., conduit à un risque extrêmement grave.

La position de certaines A.G.E. de la gauche syndicale dans ce vote me semble extrêmement commode. Sous prétexte de conserver un acquis théorique, qui n'a pas été présenté à ce congrès sous forme de texte comme a essayé de le faire l'E.N.S., et de conserver l'intégralité de son héritage théorique, certaines A.G.E. sont décidées à se minoriser.

(La séance est suspendue pour faire donner des soins à un délégué pris de malaise)

LE PRESIDENT. - La séance est reprise.

BASSET (Besançon) - Certaines A.G.E. sont décidées à se minoriser en espérant cependant que le texte sera adopté. Je crois, Péninou et Salmon, que vous redoutez la crise.

Besançon pourrait faire de même, car son mandat l'y autorise et ce serait conforme à sa ligne de conduite générale, quelque imprécise et incohérente qu'elle soit. Cependant, je n'hésite pas à le dire, l'U.N.E.F. en l'état actuel des choses, n'est pas capable d'assumer une crise ouverte. Certains le pensent, je le dis. C'est pourquoi, Besançon votera pour le rapport d'orientation E.N.S.

LE PRESIDENT. - Je mets aux voix par appel nominal le texte d'orientation présenté par E.N.S., U.G.E.P, Lille, Lyon et Montpellier.

(Le texte d'orientation est adopté par 145 voix contre 87, 76 abstentions et 108 N.P.P.V.)

Ont voté pour : Aix-en-Provence, Amiens, Besançon, Clermont-Ferrand, Lille, Lyon, Metz, Montpellier, Perpignan, Strasbourg, E.N.S., U.G.E.P.

Ont voté contre : Nancy, Rouen,

Se sont abstenues : Brest, Orléans, Pau, A.C.E.S.

N'ont pas pris part au vote : Angers, Bordeaux, Dijon, Grenoble, Limoges, Marseille, Nice, Rennes, U.G.E.P.

.../...

TERREL (E.N.S.). - En examinant le résultat du vote, je m'aperçois que 145 se sont prononcées pour le texte d'orientation et 87 ont voté contre. Si les majos avaient voté contre, il y aurait eu 160 voix contre le texte que nous avons présenté ; les majos sont donc arbitres de la situation. Dans ces conditions, il est exclu que nous assumions la direction nationale. Les A.G.E. doivent être conséquentes avec elles-mêmes. (Applaudissements sur divers bancs)

(Hocquard remplace Gay-Bellile à la présidence)

SALMON ( Rennes). - Un certain nombre d' éléments sont à analyser afin de poser correctement le problème de direction nationale. Il faut tenir compte de la façon dont s'est déroulé le congrès. Le vote sur le rapport moral a été esquivé. Il n'y a pas eu de véritable débat politique lors de l'examen du rapport moral. Dans les commissions, les discussions n'ont pas été très approfondies. Finalement, les seules discussions authentiques ont eu lieu ce matin à partir de 10 heures sur le problème d'orientation.

Les différentes interventions de ce matin ont analysé la situation du Mouvement d'une façon qui me semble claire et pertinente. Elles rejoignent les analyses développées dans le texte voté.

La décision prise par l'E.N.S. ne me semble pas adéquate à la situation. Il se révèle, que l'organisation n'est pas capable de développer un projet de lutte sur les problèmes universitaires et sur le plan Fouchet conforme à celui qui avait été élaboré par le groupe mino qui se voulait l'héritier de la tendance universitaire. A moins que la Fédération des Groupes d'Etudes de Lettres vienne me démentir, il ne me semble pas, à la lumière de leurs interventions et de leur vote, qu'elle puisse prétendre à la direction nationale. Leur ligne est minoritaire et ne peut en aucune façon servir de base à l'orientation du Mouvement. Par conséquent, la F.G.E.L. ne saurait participer au B.N.

Le problème de la direction nationale est clairement posé. Entre les majos et un certain nombre d'A.G.E. oui ont développé deux lignes politiques différentes mais qui ne peuvent être appliquées en l'état actuel des choses, c'est aux autres A.G.E. qu'il revient de constituer la direction du Mouvement. De ce point de vue, l'attitude des E.N.S. me semble en contradiction avec les analyses qu'ils ont faites.

La motion qu'ils ont présentée démontre qu'ils représentent la véritable solution et qu'il n'y en a pas d'autres. Je ne comprends donc pas leur position.

.../...

Je conçois qu'ils trouvent la situation difficile et qu'ils se livrent à un certain nombre de manoeuvres aux assemblées générales de juillet et de septembre.

Etant donné la façon dont vous vous situez par rapport aux organisations démocratiques et dont vous analysez le phénomène lillois, les A.G.E. minoritaires et celle de Rennes ont d'autres perspectives qui ne peuvent que très difficilement les amener à se rapprocher de la direction nationale. Nous nous considérons comme en marge, d'autant plus facilement que nous n'avons pas encore suffisamment réfléchi au type de pratique que nous pourrions désormais développer dans nos A.G.E. La seule chose que vous pourriez craindre est une attaque de la F.G.E.L. Je la juge inconvenable étant donné le climat politique et les interventions de ses représentants. Je ne vois donc pas quel danger réel vous craignez. Aucune autre ligne ne peut se dégager et prétendre au pouvoir.

Les A.G.E. qui ont eu un projet dans le passé et qui ont échoué, même si cet échec peut être considéré comme n'étant pas définitif, ne peuvent, avant plusieurs années, accéder à la direction. Les majos d'autre part, ne peuvent pas intervenir dans le champ politique. Il revient donc autres A.G.E. de poser le problème de direction nationale et de le résoudre puisqu'elles estiment qu'elles ne peuvent accepter les solutions proposées par les autres pour lutter contre le Plan Fouchet. Vous n'avez pas voulu dans le passé nous donner les moyens de mener cette bataille, au moins prenez vos responsabilités et assumez-les.

LE PRESIDENT. - Je suspends la séance.

La séance sera reprise à huis-clos pour les congressistes à 14 h 30.

(La séance est levée à 13 h45)